RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 02071
Numéro SIREN : 834 837 346
Nom ou dénomination : Kapsera

Ce dépôt a été enregistré le 27/03/2019 sous le numéro de dépôt 36304

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 27-03-2019

N° DE DEPOT : 2019R036304

N° GESTION : 2018B02071

N° SIREN : 834837346

DENOMINATION : Kapsera

ADRESSE : 10 rue Vauquelin 75005 Paris

DATE D'ACTE : 26-02-2019

TYPE D'ACTE : Décision(s) du président

NATURE D'ACTE : Augmentation du capital social

KAPSERA
Société par actions simplifiée au capital de 50.000 euros
Siège social : 10, rue Vauquelin – 75005 Paris
834 837 346 RCS Paris
(la « ***Société*** »)

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU 26 FEVRIER 2019

Monsieur Antoine Drevelle, agissant en qualité de président de la Société (le « **Président** »), a pris les décisions ci-après.

1. Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital d'un montant nominal total de 16.666,67 euros, décidée par décisions unanimes des associés en date du 19 février 2019

Le Président, après avoir rappelé qu'aux termes de l'acte sous seing privé des associés du 19 février 2019, il a été notamment décidé une augmentation du capital social de la Société d'un montant nominal de 16.666,67 euros, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une personne dénommée,

après avoir constaté que l'intégralité des souscriptions, objet de l'augmentation de capital susmentionnée, représentant un montant total de souscription de 700.000,14 euros, a été libérée par versements en espèces sur le compte ouvert au nom de la Société à cet effet et qu'elle a été constatée par un certificat de la banque dépositaire y relatif,

constate en conséquence la réalisation de l'augmentation de capital susmentionnée, représentant un montant nominal de 16.666,67 euros.

2. Entrée en vigueur des nouveaux statuts

Le Président, après avoir rappelé qu'aux termes de l'acte sous seing privé des associés du 19 février 2019, il a été notamment décidé, sous condition suspensive de l'adoption de la réalisation de l'augmentation de capital susvisée, l'adoption de nouveaux statuts de la Société,

constate, en conséquence de la réalisation de l'augmentation de capital susmentionnée, l'entrée en vigueur des nouveaux statuts ainsi adoptés.

3. Pouvoir pour formalités

Le Président **confère** tous pouvoirs au porteur d'une copie certifiée conforme ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités qui y sont relatives.

* * *

Kapsera SAS
10 rue Vauquelin 75005 Paris
834 837 346 RCS Paris
www.kapsera.com

Le Président
Antoine Drevelle

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
PARIS ST-SULPICE
Le 22/03/2019 Dossier 2019 00013675, référence 7584P61 2019 A 04816
Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
L'Agent administratif des finances publiques

Virginie MAMET
Contrôleur des Finances Publiques

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 27-03-2019

N° DE DEPOT : 2019R036304

N° GESTION : 2018B02071

N° SIREN : 834837346

DENOMINATION : Kapsera

ADRESSE : 10 rue Vauquelin 75005 Paris

DATE D'ACTE : 19-02-2019

TYPE D'ACTE : Extrait de procès-verbal

NATURE D'ACTE : Décision d'augmentation

KAPSERA
Société par actions simplifiée au capital de 50.000 euros
Siège social : 10, rue Vauquelin – 75005 Paris
834 837 346 RCS Paris
(la « ***Société*** »)

EXTRAIT DES DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES PRISES PAR ACTE SOUS SEING PRIVE LE 19 FEVRIER 2019

[...]

I. PREMIERE DECISION

*Augmentation de capital d'un montant nominal de 16.666,67 euros par l'émission de 1.666.667 actions avec bons de souscription d'actions dits « BSA-Ratchet » attachés à un prix de souscription unitaire de 0,42 euro (les « **ABSA** »)*

La collectivité des associés, à l'unanimité, ayant constaté que le capital social est intégralement libéré (et telle que cette libération intégrale sera mentionnée dans les nouveaux statuts de la Société devant être adoptés aux termes de la 3ème décision ci-après),

décide d'augmenter le capital social d'un montant nominal de 16.666,67 euros par l'émission de 1.666.667 actions de un centime d'euro (0,01 €) de valeur nominale chacune,

décide qu'à chaque action sera attaché un bon de souscription d'actions (ci-après dénommés les « ***BSA-Ratchet*** » et, avec les actions auxquelles ils sont attachés, les « ***ABSA*** »),

décide que les ABSA nouvelles seront émises à un prix de souscription unitaire 0,42 euro, soit 0,01 euro de valeur nominale et 0,41 euro de prime d'émission, représentant un montant total de souscription, prime d'émission incluse, de 700.000,14 euros, et devront être intégralement libérées, pour la totalité de leur montant nominal et de la prime d'émission, en numéraire lors de leur souscription, y compris par compensation de créance dans les conditions prévues par la loi,

décide que les BSA-Ratchet auront les caractéristiques et seront soumis aux conditions prévues en **Annexe 1**,

décide, en conséquence et en tant que de besoin, l'émission des actions nouvelles auxquelles donnera droit l'exercice des 1.666.667 BSA-Ratchet, soit un nombre maximum de 16.666.670 actions nouvelles au titre de l'exercice de la totalité des BSA-Ratchet, ainsi que l'augmentation de capital en résultant, représentant un montant nominal maximum de 166.666,70 euros,

précise qu'en application des dispositions des articles L. 228-91 et L. 225-132 du code de commerce, la présente décision emporte au profit des porteurs de BSA-Ratchet renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription des actions ordinaires auxquelles les BSA-Ratchet donnent droit,

décide que, tant qu'il existera des BSA-Ratchet, leurs titulaires bénéficieront des droits et protections prévus en **Annexe 2**,

décide que les ABSA émises dans ce cadre devront, lors de leur souscription, être intégralement libérées pour la totalité de leur montant nominal et de la prime d'émission, par versement en espèces et/ou par compensation de créances dans les conditions prévues par la loi,

décide que les ABSA nouvelles porteront jouissance à compter de leur souscription. À compter de cette date, elles seront assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions de la collectivité des associés,

décide que les souscriptions seront reçues au siège social ou faites par virement sur le compte ci-après mentionné ouvert à cet effet par la Société, à compter de ce jour et jusqu'au 28 février 2019, étant précisé que la souscription sera close par anticipation dès que toutes les ABSA à émettre au titre de l'augmentation de capital, objet des présentes, auront été souscrites dans les conditions prévues dans la présente décision :

Relevé d'Identité Bancaire/IBAN

Ce relevé évite les erreurs ou les retards concernant les opérations au débit (prélèvements,...) ou au crédit (virements de salaire,...) de votre compte. Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations qui concernent votre compte.
N'hésitez pas à le remettre aux organismes concernés par ces opérations.

KAPSERA

10 RUE VAUQUELIN

75005 PARIS

	Code Banque (1)	Code Agence (2)	Numéro de compte (3)	Clé RIB (4)	Votre agence de domiciliation (5)
RIB	30004	01763	00010184884	50	BNP PARIBAS PARIS LUTECE (01763)

IBAN FR76 3000 4017 6300 0101 8488 450 (6) BIC : BNPAFRPPXXX (7)

(1) Code de BNP Paribas (2) Code de votre agence d'origine (3) Votre numéro de compte (6) International Bank Account Number
(4) Ce code renforce la sécurité de vos transactions bancaires (5) Agence BNP Paribas (7) Bank Identifier Code

VP.0070 - 06/2002

décide de conférer tous pouvoirs au Président à l'effet de mettre en œuvre la présente décision et notamment :

- procéder à la clôture anticipée de la souscription ou proroger sa date, le cas échéant ;
- constater la réalisation de l'augmentation de capital et émettre en conséquence les nouvelles ABSA ;
- sur sa seule décision et s'il le juge opportun, imputer les frais de l'augmentation de capital social résultant de la souscription des ABSA sur le montant de la prime afférente à cette augmentation ;
- faire tout ce qui sera nécessaire pour la bonne réalisation de l'émission desdites ABSA et de ses suites et, notamment, recueillir les souscriptions et les versements correspondants, constater les libérations par compensation, au besoin procéder à un arrêté de compte en cas de souscription par compensation avec une créance liquide et exigible détenue sur la Société, constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital au vu du certificat du dépositaire qui sera établi sur présentation des bulletins de souscription, conformément à l'article L. 225-146 du Code de commerce, ainsi que des modifications statutaires corrélatives ;
- constater, le cas échéant, le nombre d'actions nouvelles émises au résultat de l'exercice de tout BSA-Ratchet, procéder aux formalités consécutives aux augmentations de capital correspondantes et apporter aux statuts les modifications corrélatives ;
- prendre toute disposition pour assurer la protection des porteurs des BSA-Ratchet en cas d'opération financière concernant la Société, et ce conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur ;
- plus généralement, accomplir les formalités consécutives à l'augmentation de capital ainsi qu'à la réalisation de toute augmentation de capital qui résulterait de l'exercice de tout BSA-Ratchet et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin de toute émission envisagée.

II. DEUXIEME DECISION

Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit d'une personne nommément désignée

La collectivité des associés,

en conséquence de l'adoption de la décision ci-avant,

décide, en application de l'article L. 225-135 et L. 225-138 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription pour la totalité des 1.666.667 ABSA dont l'émission a été décidée aux termes de la décision ci-avant, au profit du **FPCI Agrinnovation**, fonds professionnel de capital-investissement, représenté par sa société de gestion Demeter Ventures, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 835.400 euros, dont le siège social est sis 17 rue de la Frise - 38000 Grenoble et le numéro unique d'identification est le 423 843 267 RCS Grenoble.

III. TROISIEME DECISION

Adoption des nouveaux statuts de la Société

La collectivité des associés, à l'unanimité,

sous condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital décidée aux termes de la 1ère décision,

adopte article par article, puis dans son ensemble, le texte des nouveaux statuts régissant la Société, toujours sous la forme de société par actions simplifiée et dont un exemplaire demeurera annexé au présent procès-verbal en **Annexe 3**.

L'adoption des nouveaux statuts de la Société n'emporte pas la création d'une personne morale nouvelle. La Société continuera donc d'exister sous la forme actuelle de société par actions simplifiée, sans aucun changement dans son actif ni dans son passif, entre les propriétaires d'actions composant le capital social et les personnes qui pourront devenir titulaires, par la suite, tant de ces actions que de celles qui seraient créées ultérieurement.

La dénomination sociale, l'objet, la durée et le siège social de la Société restent inchangés.

Le Président poursuit ses fonctions sans discontinuité.

[...]

IX. NEUVIEME DECISION

Nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire

La collectivité des associés, à l'unanimité,

sous condition suspensive de l'adoption de la réalisation de l'augmentation de capital décidée aux termes de la 1ère décision,

nomme, en qualité de Commissaire aux comptes titulaire, la société par actions simplifiée **Audit & Perspectives**, dont le siège social est 1 rue Royale - 126 Bureaux de la Colline, 92213 Saint-Cloud Cedex et le numéro unique d'identification est 499 982 726 RCS Nanterre, représentée par Monsieur Olivier Montalant,

pour une durée de six (6) exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer en 2025 sur les comptes annuels de l'exercice social clos le 31 décembre 2024,

prend acte que cette dernière a déclaré par lettre séparée, accepter la mission qui vient de lui être confiée et qu'il n'existe, de leur chef, aucune incompatibilité ni interdiction à sa nomination,

prend acte qu'en application de l'article L. 823-1, I, alinéa 2 du Code de commerce tel que modifié par la loi n°2006-1691 du 9 décembre 2016, il n'y a pas lieu de désigner de Commissaire aux comptes suppléant.

X. DIXIEME DECISION

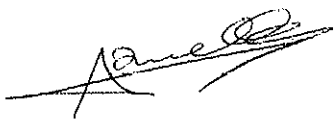
Pouvoirs pour les formalités

La collectivité des associés, à l'unanimité,

confère tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

* *

Pour extrait certifié conforme :



Le Président
Antoine Drevelle

Annexe 1 : Caractéristiques et conditions des BSA-Ratchet

Les BSA-Ratchet permettront la mise en œuvre d'un mécanisme dit de « *weighted average ratchet* » qui permettra, dans le cas où, dans un délai de trois (3) ans à compter de la date des présentes décisions, seraient émises des valeurs mobilières libérables en numéraire, y compris, le cas échéant, par voie de compensation de créances liquides et exigibles sur la Société, donnant accès, immédiatement ou à terme, directement ou indirectement, à une quotité du capital de la Société, sur la base d'une valorisation de la Société inférieure à la valorisation retenue pour la réalisation de toute augmentation de capital objet de la décision renvoyant à la présente **Annexe 1** (l'« ***Augmentation de Capital 2019*** »), d'ajuster le prix de revient des ABSA souscrites à cette occasion à la moyenne du prix par action respectivement retenu pour la réalisation de l'Augmentation de Capital 2019 et la nouvelle opération, pondérée comme exposé ci-après.

1. Les BSA-Ratchet pourront être exercés, en tout ou partie et en une ou plusieurs fois, dans un délai de trois (3) ans à compter de la date des présentes décisions (la « ***Période d'Exercice*** »), dans le cas où :

   (a) la Société émettrait de nouvelles actions, avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription, ou toutes autres valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité de capital de la Société (à l'exception (i) des valeurs mobilières attribuées à titre gratuit ainsi que de celles résultant de l'exercice d'options d'achat ou de souscription d'actions ou de bons de souscription d'actions, en ce compris notamment les bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise précédemment attribués et (ii) des actions qui seraient émises à leur valeur nominale sur exercice des BSA-Ratchet ainsi que de tous autres bons de souscription d'actions similaires, c'est-à-dire ayant pour objet de protéger leurs titulaires contre une diminution éventuelle de la valeur de leurs actions, qui seraient le cas échéant émis par la Société) pour un montant global supérieur ou égal à 700.000 euros, ce montant correspondant au produit immédiat de cette émission pour la Société, que ce soit à titre de valeur ou de prix d'échange, de conversion, de remboursement ou de souscription (et dans ce cas, prime d'émission incluse) (une « ***Emission*** ») ;

   (b) la valeur d'une action de la Société retenue afin de réaliser une Emission s'établirait à un niveau inférieur au prix de souscription des ABSA, tel qu'éventuellement ajusté pour tenir compte, s'il y a lieu, de tout regroupement ou division du nominal des actions de la Société ; et

   (c) le titulaire de BSA-Ratchet participe à l'Emission à hauteur d'au moins 10% du montant de l'Emission.

   Il est précisé que toute Emission remplissant les conditions prévues aux paragraphes (b) et (c) ci-dessus est ci-après définie comme une « ***Emission Qualifiée*** »).

2. En cas de réalisation d'une Emission Qualifiée, chaque BSA-Ratchet donnera à son titulaire le droit de souscrire, à leur valeur nominale (soit à ce jour 0,01 euro), un nombre « N » (arrêté 4 chiffres après la virgule) d'actions nouvelles de la Société, déterminé à la date d'exercice des BSA-Ratchet (la « ***Date d'Exercice*** ») par application de la formule suivante :

$$N = \frac{(P1 - P)}{(P - VN)}$$

où :

« P1 » : est égal au prix de souscription d'une ABSA au titre de l'Augmentation de Capital 2019, tel qu'éventuellement ajusté pour tenir compte, s'il y a lieu, de tout regroupement ou division du nominal des actions de la Société,

« VN » : est égal à la valeur nominale d'une action de la Société à la Date d'Exercice,

« P » : est égal à la moyenne du prix de souscription d'une ABSA à l'occasion de l'Augmentation de Capital 2019 et du prix retenu à l'occasion de la ou des Emission(s) Qualifiée(s) déclenchant l'exercice des BSA-Ratchet, pondérée par le nombre d'ABSA souscrites à l'occasion de l'Augmentation de Capital 2019 et par le nombre d'actions de la Société faisant l'objet de l'Emission Qualifiée (ce nombre étant égal au nombre des actions émises, immédiatement ou à terme),

tel que :

$$P = \frac{P1*N1 + P2*N2 + P3*N3 + \ldots + P_{é}* N_{Emission\ Qualifiée}}{N1+N2+ N3 + \ldots + N_{Emission\ Qualifiée}}$$

« P1 » : est défini ci-dessus,

« N1 » : est le nombre d'ABSA souscrites au titre de l'Augmentation de Capital 2019,

« P2 » : est le prix d'émission d'une action de la Société, retenu à l'occasion de la première Emission suivante,

« N2 » : est le nombre d'actions de la Société émis à l'occasion de la première Emission suivante,

« P3 » : est le prix d'émission d'une action de la Société, retenu à l'occasion de la deuxième Emission suivante,

« N3 » : est le nombre d'actions de la Société émis à l'occasion de la deuxième Emission suivante,

« $P_{é}$ » : est le prix d'émission d'une action de la Société, retenu à l'occasion de l'énième Emission suivante,

« $N_{Emission\ Qualifiée}$ » : est le nombre d'actions de la Société émis à l'occasion de l'énième Emission suivante,

Etant précisé que :

(i) P1, P2, P3, …, $P_{é}$ seront ajustés pour tenir compte, s'il y a lieu, de tout regroupement ou division du nominal des actions de la Société, qui aurait lieu postérieurement aux présentes décisions ;

(ii) N1, N2, N3, …, $N_{Emission\ Qualifiée}$ seront ajustés pour tenir compte, s'il y a lieu, de tout regroupement ou division du nominal des actions de la Société ;

(iii) P - VN ne pourra en tout état de cause être inférieur à 0,01 ;

(iv) Dans l'hypothèse où P et/ou N ferait apparaître des décimales, P et/ou N sera arrêté à 4 chiffres après la virgule et dans l'hypothèse où P et/ou N comprendraient plus de quatre chiffres après la virgule, la quatrième décimale ("***T***") sera arrondie par application des règles suivantes :

   (a) lorsque la cinquième décimale est supérieure à 5, T sera égal à la décimale qui lui est immédiatement supérieure ;

   (b) lorsque la cinquième décimale est inférieure ou égale à 5, T demeurera inchangé.

Il est entendu que le titulaire des BSA-Ratchet pourra choisir de ne pas les exercer à l'occasion d'une Emission Qualifiée susceptible d'en provoquer le déclenchement.

Dans ce cas, les BSA-Ratchet demeureront valides jusqu'à leur caducité.

Toutefois, en cas de réalisation par la Société, avant l'expiration du Délai d'Exercice, d'une augmentation de capital donnant lieu à l'émission de nouveaux titres de la Société sur la base d'un prix unitaire d'émission strictement supérieur à P1 (prime d'émission incluse), les BSA-Ratchet deviendront caducs de plein droit par anticipation à la date de réalisation de ladite augmentation de capital

3. Les BSA-Ratchet pourront être exercés à compter de la date à laquelle l'Emission Qualifiée aura été réalisée et ce, pendant un délai de trois (3) mois à compter de la réalisation de l'Emission Qualifiée, étant précisé que l'absence d'exercice des BSA-Ratchet pour une Emission Qualifiée ne rendra pas les BSA-Ratchet caducs qui pourront être exercés lors d'une nouvelle Emission Qualifiée. Par exception, le Comité Stratégique pourra étendre cette période sur demande des porteurs.

   Les BSA-Ratchet seront caducs de plein trois (3) ans et trois (3) mois après la date des présentes décisions.

4. Par ailleurs, les BSA-Ratchet seront caducs de plein droit lorsque les associés ou l'organe de direction de la Société décidera l'admission des actions de la Société aux négociations d'un marché réglementé en France ou à l'étranger, la caducité des bons prenant effet un instant de raison avant l'admission des actions de la Société sur le marché réglementé et sous réserve de leur cotation effective et définitive.

   Le prix de souscription par action nouvelle souscrite sur exercice des BSA-Ratchet sera égal au montant nominal de l'action à la Date d'Exercice.

   Les actions souscrites sur exercice des BSA-Ratchet seront des actions ordinaires.

5. Les actions souscrites devront être intégralement libérées en numéraire, y compris, le cas échéant, par voie de compensation de créances liquides et exigibles sur la Société, lors de leur souscription. Les demandes de souscription des actions résultant de l'exercice des BSA-Ratchet seront reçues par la Société à son siège social contre remise d'un bulletin de souscription et versement du prix de souscription.

6. Les actions nouvelles remises au souscripteur lors de l'exercice des BSA-Ratchet seront soumises à toutes les dispositions statutaires. Elles porteront jouissance à compter de leur date d'émission et donneront droit au titre dudit exercice social et des exercices ultérieurs, au même dividende que celui qui pourrait être réparti entre les autres actions portant même jouissance.

7. L'application de la formule de détermination du nombre d'actions pouvant être souscrit sur exercice des BSA-Ratchet pouvant faire apparaître des décimales, tout titulaire de BSA-Ratchet fera son affaire du regroupement des droits de souscription résultant de l'exercice de tout ou partie des BSA-Ratchet qu'il détient et, au cas où ce regroupement ne donnerait pas droit de souscrire un nombre entier d'actions, ce nombre sera ramené au nombre entier immédiatement inférieur.

8. Chaque BSA-Ratchet sera incessible. En cas de cession de l'action à laquelle il est attaché, le BSA-Ratchet sera caduc de plein droit. Par exception, tout titulaire d'ABSA pourra céder tout ou partie des ABSA qu'il détient (donc avec le BSA-Ratchet attaché à l'action) en cas de transfert à un Affilié.

   Dans le cadre des présentes, le terme « ***Affilié*** » désigne toute entité (i) dont le Contrôle est détenu, directement ou indirectement par DEMETER VENTURES ou la société de gestion qui gère, directement ou par délégation de gestion, ou conseille DEMETER ; ou (ii) qui détient, directement ou indirectement, le Contrôle de DEMETER VENTURES ou de la société de gestion qui gère, directement ou par délégation de gestion, ou conseille DEMETER ; ou (iii) dont le Contrôle est détenu, directement ou indirectement, par l'entité qui elle-même détient, directement ou indirectement, le Contrôle de DEMETER VENTURES ou de la société de gestion qui gère, directement ou par délégation de gestion, ou conseille DEMETER ; ou (iv) qui est gérée ou conseillée par DEMETER VENTURES ; ou (v) qui a la même société de gestion que DEMETER.

« ***Entité*** » désigne toute personne physique ou morale, société en participation, fonds d'investissement ou autre entité, ayant ou non la personnalité morale, française ou étrangère.

« ***Contrôle*** » signifie le contrôle au sens de l'article L. 233-3 I. du Code de commerce, étant précisé que, pour les besoins de cette définition, un fonds commun de placement sera réputé contrôlé par sa société de gestion et qu'une société en commandite sera réputée contrôlée par son associé commandité.

9. Chaque titulaire de BSA-Ratchet pourra, sur sa seule décision, limiter le nombre des actions souscrites sur exercice des BSA-Ratchet à un nombre inférieur à « N ». En tout état de cause, un BSA-Ratchet ne pourra être exercé qu'une seule fois.

10. Dans le cas où, pour quelque cause que ce soit, un désaccord surgirait sur l'application des formules permettant de déterminer le nombre « N » d'actions pouvant être souscrites sur exercice des BSA-Ratchet, ou sur leur prix d'exercice, ce nombre ou ce prix seront déterminés par un expert désigné à la demande d'un ou plusieurs titulaires de BSA-Ratchet, d'un ou plusieurs associés détenant ensemble un minimum de 30% du capital et des droits de vote de la Société ou par la Société par ordonnance du Président du Tribunal de commerce du siège social de la Société, statuant en la forme des référés et sans recours possible, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. L'expert ainsi désigné procèdera en appliquant les termes de la présente annexe. Il rendra ses conclusions dans les 30 jours de sa saisine. Ses conclusions s'imposeront à l'ensemble des associés de la Société, sans recours possible sauf erreur manifeste dans l'application des termes de la présente **Annexe 1**.

Annexe 2 : Maintien des droits des titulaires de BSA-Ratchet et de BSPCE

Tant qu'il existera des BSA-Ratchet et/ou des BSPCE (ci-après collectivement les « ***Bons*** »), leurs titulaires (ci-après les « ***Bénéficiaires*** ») bénéficieront des droits et protections ci-après :

Protection des Bénéficiaires

a) Opérations expressément autorisées

Conformément à la faculté offerte par les dispositions de l'article L. 228-98 alinéa 1 du Code de commerce, la Société est autorisée à modifier sa forme et/ou son objet.

b) Opérations règlementées

Conformément à la faculté offerte par les dispositions de l'article L. 228-98 alinéa 1 du Code de commerce :

(i) la Société pourra modifier les règles de répartition de ses bénéfices ou amortir son capital, sous réserve de prendre les dispositions nécessaires au maintien des droits des Bénéficiaires dans les conditions définies par la loi ;

(ii) la Société pourra en outre dans les termes prévus par l'article L.228-98 du Code commerce émettre des actions de préférence sous réserve de prendre les dispositions nécessaires au maintien des droits des Bénéficiaires ;

(iii) en cas de décision de procéder à l'émission, sous quelque forme que ce soit, de nouveaux titres de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des associés, de distribuer des réserves (en espèces ou en nature) ou des primes d'émission, la Société devra prendre les mesures nécessaires à la protection des intérêts des Bénéficiaires.

A cet effet, elle devra conformément à la loi :

- soit mettre les titulaires des Bons en mesure de les exercer, et ce même si la date d'exercice n'est pas encore atteinte ou les conditions d'exercice ne sont pas encore remplies, de telle sorte qu'il puisse immédiatement participer aux opérations mentionnées ci-dessus ou en bénéficier, conformément aux stipulations de l'article R. 228-87 du Code de commerce ;

- soit prendre les dispositions qui permettront aux Bénéficiaires, lors de l'exercice des Bons, de souscrire à titre irréductible les nouvelles valeurs mobilières émises, ou en obtenir l'attribution à titre gratuit, ou encore recevoir des espèces ou des biens semblables à ceux qui ont été distribués, dans les mêmes quantités ou proportions ainsi qu'aux mêmes conditions, sauf en ce qui concerne la jouissance, que s'ils avaient été, lors de ces opérations, associés, conformément aux stipulations des articles R. 228-88 et R. 228-89 du Code de commerce ;

- soit procéder à un ajustement des conditions de souscription des actions dont l'émission résultera de l'exercice des Bons initialement prévues, de façon à tenir compte de l'incidence des opérations mentionnées au (iii) ci-dessus, sous réserve qu'un tel ajustement soit possible au regard des conditions d'exercice des Bons; les modalités d'un tel ajustement seront fixées par le conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article R. 228-91 du Code de commerce, étant précisé que la valeur de l'action à prendre en compte pour l'application des stipulations visées sous les paragraphes 1° à 5° dudit article sera déterminée par le conseil d'administration en fonction du prix de souscription, d'échange ou de vente par action retenu lors de la dernière opération intervenue sur le capital de la Société (augmentation de capital, apport de titres, vente d'actions, etc.) au cours des six (6) mois précédant la décision du conseil d'administration, ou, à défaut de réalisation d'une telle opération au cours de cette période, en fonction de tout autre paramètre financier qui apparaîtra pertinent au conseil d'administration.

La Société pourra prendre simultanément les mesures prévues aux 1er et 2ème paragraphes ci-dessus. La Société pourra, dans tous les cas, les remplacer par l'ajustement autorisé au dernier paragraphe ci-dessus si un tel ajustement est possible.

c) Réduction de capital motivée par des pertes

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article L. 228-98 et de l'article L. 228-100 du Code de commerce, en cas de réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution :

- du nombre des actions : les droits des Bénéficiaires, quant au nombre d'actions à recevoir sur exercice des Bons, seront réduits en conséquence comme si les Bons avaient déjà été exercés à cette date, ou

- de la valeur nominale des actions : la parité de conversion en actions des Bons ne variera pas, la prime d'émission étant augmentée du montant de la diminution de la valeur nominale des actions.

d) Fusion ou scission de la Société

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-101 du Code de commerce, à compter de l'émission des Bons, et tant qu'il existera de tels Bons, en cas d'absorption de la Société par une autre société, de fusion de la Société avec une ou plusieurs autres sociétés pour former une société nouvelle ou en cas de scission, les Bénéficiaires pourront exercer leurs droits dans la ou les sociétés bénéficiaires des apports.

Le nombre de titres de capital de la ou des sociétés absorbantes ou nouvelles auxquels les Bénéficiaires pourront prétendre sera déterminé en corrigeant le nombre de titres qu'il est prévu d'émettre ou d'attribuer en fonction du nombre d'actions à créer par la ou les sociétés bénéficiaires des apports, étant précisé à cet égard que le Commissaire aux apports désigné dans le cadre de l'opération de fusion ou scission émettra un avis sur le nombre de titres ainsi créés.

Il est précisé que :

- en cas de rompus, chaque Bénéficiaire aura le choix entre la possibilité d'obtenir un nombre entier de titres supérieur ou celle d'obtenir un nombre entier de titres inférieur, en contrepartie d'une soulte en espèces ;

- l'approbation du projet de fusion ou de scission par les associés de la ou des sociétés bénéficiaires des apports ou de la ou des sociétés nouvelles emporterait renonciation par les associés à leur droit préférentiel de souscription aux titres créés au profit des Bénéficiaires ;

- la ou les sociétés bénéficiaires des apports ou la ou les sociétés nouvelles seraient substituées de plein droit à la Société dans ses obligations envers les Bénéficiaires.

e) Suspension de l'attribution des actions sur exercice des Bons

En cas d'émission de nouveaux titres de capital ou de nouvelles valeurs mobilières donnant accès, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, ainsi qu'en cas de fusion ou de scission de la Société appelée à émettre de tels titres de capital, le conseil d'administration se réservera le droit de suspendre, conformément aux dispositions de l'article L. 225-149-1 du Code de commerce, pendant le délai maximal autorisé par la loi, la possibilité d'obtenir l'attribution d'actions de la Société par exercice des Bons.

f) Rachat ou remboursement des droits des Bénéficiaires

Dans le respect des dispositions de l'article L. 228-102 du Code de commerce, la Société sera autorisée à imposer aux Bénéficiaires le rachat ou le remboursement de leurs droits.

g) Réduction de capital non motivée par des pertes

En cas de réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, et sauf dans l'hypothèse où l'intégralité de la réduction sera affectée en réserve, les prix de souscription des actions auxquelles les Bons donnent droit seront réduits en conséquence comme si les Bénéficiaires avaient été associés dès la date d'émission des Bons.

En cas de réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, et sauf dans l'hypothèse où l'intégralité de la réduction serait affectée en réserve, les Bénéficiaires, s'ils exercent leurs Bons, pourront demander le rachat de leurs actions dans les mêmes conditions que s'ils avaient été associés au moment du rachat par la Société de ses propres actions.

Masse des titulaires, assemblées générales et droits d'information

Les Bénéficiaires bénéficieront en outre des dispositions applicables de plein droit relatives à la masse et aux assemblées générales des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux articles L. 228-103 et suivants du Code de commerce.

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-106 du Code de commerce, les Bénéficiaires disposeront d'un droit de communication portant sur les mêmes documents sociaux que ceux transmis par la Société aux associés ou mis à leur disposition.

Si l'ensemble des Bons appartient à une seule et même personne, l'unique Bénéficiaire exercera alors les pouvoirs conférés par la loi au représentant de la masse et aux assemblées de porteurs de Bons.

Rompus

Pour le cas où, à l'issue de la mise en œuvre des règles de protection des Bénéficiaires visées ci-dessus, le nombre d'actions pouvant être souscrites lors de l'exercice des Bons ne serait pas un nombre entier et ferait donc apparaître des rompus, tout Bénéficiaire pourra souscrire un nombre d'actions qui serait égal au nombre entier immédiatement supérieur, sous réserve qu'il verse à la Société une soulte en numéraire égale à la fraction du prix de souscription correspondant à la fraction d'action supplémentaire ainsi émise à son profit.

Annexe 3 : Nouveaux statuts

KAPSERA
Société par actions simplifiée au capital de 66.666,67 euros
Siège social : 10, rue Vauquelin – 75005 Paris
834 837 346 RCS Paris
(la « ***Société*** »)

STATUTS
(mis à jour suite aux décisions unanimes des associés en date du 19 février 2019)

Certifiés conformes par le Président :

Antoine Drevelle

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. FORME

La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur et par les présents statuts.

La Société peut être indifféremment unipersonnelle ou pluripersonnelle.

ARTICLE 2. OBJET

La Société a pour objet, soit directement, soit indirectement, notamment par l'intermédiaire de filiales ou participations, en France et à l'étranger :

(a) la conception, le développement, l'industrialisation, la commercialisation et/ou la distribution de produits et/ou composants issus des technologies dites de l'encapsulation dans le domaine des intrants agricoles, notamment les produits de nutrition et de protection des cultures ;

(b) la participation de la Société, par tous moyens, dans toutes les opérations pouvant se rapporter à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, de souscriptions ou d'achats de titres ou de droits sociaux, de fusion ou autrement ; et,

(c) généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son développement ou son extension.

La Société peut agir, tant en France qu'à l'étranger, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule soit en participation, association, groupement d'intérêt économique ou société, avec toutes autres sociétés ou personnes et réaliser, sous quelque forme que ce soit, directement ou indirectement, les opérations rentrant dans son objet.

Elle peut également prendre, sous toutes formes, tous intérêts et participations dans toutes affaires et entreprises françaises et étrangères, quel que soit leur objet.

ARTICLE 3. DENOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale : KAPSERA.

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société et destinés aux tiers, doit figurer l'indication de la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au : 10, rue Vauquelin – 75005 Paris.

Le transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe est décidé par le président de la Société, qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Dans tous les autres cas, le transfert du siège social relève de la compétence d'une décision collective prise dans les conditions définies à l'article 16.

ARTICLE 5. DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée est prise dans les conditions définies à l'article 16.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le président doit provoquer une décision collective des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6. CAPITAL SOCIAL

6.1. Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 66.666,67 euros.

Il est divisé en 6.666.667 actions de un centime d'euro (0,01 €) chacune, toutes de même catégorie, souscrites et libérées en totalité.

ARTICLE 7. MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés.

Les associés peuvent déléguer au président de la Société les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, une augmentation ou une réduction du capital.

Il peut être créé des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent, dans le respect des dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 8. INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix du mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à une action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires, sauf répartition différente de l'exercice du droit de vote décidée entre eux et notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société.

ARTICLE 9. FORME DES ACTIONS / COMPTABILITE DES TITRES

Les actions sont nominatives et sont toutes ordinaires.

La propriété des actions résulte de leur inscription dans une comptabilité de titres tenue par la Société ou par un mandataire au travers d'un registre de mouvement de titres sur lequel sont enregistrés dans l'ordre chronologique les mouvements affectant les actions et de fiches individuelles pour chacun des associés faisant apparaître, par catégorie, les valeurs mobilières détenues par celui-ci à tout moment. Ces documents peuvent être tenus de manière électronique par la Société.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par le cédant ou son mandataire.

Une attestation d'inscription en compte est délivrée par la Société à tout associé qui en fait la demande.

ARTICLE 10. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement adoptées par toutes les assemblées générales.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donnent à leur porteur aucun droit contre la Société, les associés ayant à faire leur affaire personnelle du groupement d'actions nécessaire.

ARTICLE 11. LOCATION D'ACTIONS

La location des actions de la Société est interdite.

DIRECTION ET GOUVERNANCE DE LA SOCIETE

ARTICLE 12. PRESIDENCE DE LA SOCIETE

12.1. Désignation du président

La Société est dirigée par un président qui peut être soit une personne physique, soit une personne morale, associé ou non de la Société.

Lorsque le président est une personne morale, celle-ci agit au sein de la Société exclusivement par ses représentants légaux, personnes physiques.

Le président est nommé et renouvelé dans ses fonctions par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'article 16.

12.2. Durée des fonctions du président

La durée des fonctions du président est fixée aux termes de la décision collective des associés qui le nomme.

Elle peut être déterminée ou indéterminée.

A défaut de précision, la durée des fonctions du président est à durée indéterminée.

Le mandat du président est renouvelable sans limitation.

Le président peut démissionner de son mandat à tout moment, sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois (lequel pourra être réduit par décision de la collectivité des associés qui aura à statuer sur son remplacement).

Les fonctions du président cessent immédiatement et de plein droit par son décès, son incapacité, sa faillite personnelle, son interdiction de gérer, sa démission (sous réserve du respect du préavis) ou sa révocation.

Les fonctions du président personne morale prennent également fin en cas d'ouverture à son encontre d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire ou en cas de dissolution amiable.

Dans les autres cas, le mandat du président prend fin à l'issue de la décision collective des associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, intervenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat du président.

La cessation de ses fonctions par le président n'entraîne pas la dissolution de la Société.

12.3. Révocation du président

Le président est révocable, à tout moment sans qu'il soit nécessaire d'invoquer un quelconque motif, par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'article 16.

12.4. Rémunération

Le président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par décision du Comité Stratégique.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel au bénéfice ou au chiffre d'affaires. Elle pourra également comprendre des primes de rémunération.

En outre, le président est remboursé de ses frais raisonnables de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

12.5. Pouvoirs du président

Le président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Dans l'ordre interne, le président exerce ses fonctions sous réserve des pouvoirs que la loi et les statuts attribuent aux autres organes de la Société. Le président ne peut sans l'accord préalable du Comité Stratégique prendre au nom de la Société une décision visée à l'article 14.6.3.

12.6. Délégation des pouvoirs du président

Le président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Le président peut à tout moment révoquer toute délégation de ses pouvoirs.

12.7. Représentation du personnel

Dans les rapports entre la Société et les représentants du personnel, le président constitue l'organe social auprès duquel ces représentants exercent le cas échéant les droits définis par les articles L. 2323-62 à L. 2323-66 du Code du travail.

Le président organise pour toutes les échéances importantes, notamment l'arrêté des comptes annuels, des réunions en présence desdits représentants et ne prend sa décision qu'après que ceux-ci aient pu s'exprimer.

ARTICLE 13. DIRECTEURS GENERAUX - DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES

13.1. Désignation de directeurs généraux

La collectivité des associés peut décider de nommer un ou plusieurs directeurs généraux ou directeurs généraux délégués, personnes physiques ou morales, associés ou non de la Société.

Lorsque le directeur général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Les directeurs généraux et les directeurs généraux délégués sont nommés et renouvelés par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'article 16.

Les directeurs généraux sont soumis aux mêmes règles en matière de responsabilité que le président de la Société.

Les directeurs généraux, personnes physiques, peuvent être également liés à la Société par un contrat de travail.

13.2. Durée des fonctions de directeur général

La durée des fonctions d'un directeur général fixée aux termes de la décision collective des associés qui le nomme.

Elle peut être déterminée ou indéterminée.

A défaut de précision, la durée des fonctions d'un directeur général est indéterminée.

Le mandat de directeur général est renouvelable sans limitation.

Un directeur général peut démissionner de son mandat à tout moment, sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois (lequel pourra être réduit par décision de la collectivité des associés qui aura à statuer sur son remplacement).

Les fonctions de directeur général cessent immédiatement et de plein droit par son décès, son incapacité, sa faillite personnelle, son interdiction de gérer, sa démission (sous réserve du respect du préavis) ou sa révocation.

Les fonctions de directeur général personne morale prennent également fin, en cas d'ouverture à son encontre d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire ou en cas de dissolution amiable.

Dans les autres cas, le mandat de directeur général prend fin à l'issue de la décision collective des associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, intervenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit directeur général.

13.3. Rémunération des directeurs généraux

Chaque directeur général peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par décision du Comité Stratégique.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel au bénéfice ou au chiffre d'affaires. Elle pourra également comprendre des primes de rémunération.

En outre, chaque directeur général est remboursé de ses frais raisonnables de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

13.4. Révocation des directeurs généraux

Chaque directeur général est révocable, à tout moment sans qu'il soit nécessaire d'invoquer un quelconque motif, par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'article 16.

13.5. Pouvoirs des directeurs généraux

Chaque directeur général est investi du même pouvoir de représentation de la Société à l'égard des tiers que celui du président.

Chaque directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes d'un directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Chaque directeur général peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Chaque directeur général peut à tout moment révoquer toute délégation de ses pouvoirs.

Dans l'ordre interne, chaque directeur général exerce ses fonctions sous réserve des pouvoirs que la loi et les statuts attribuent aux autres organes de la Société. Le directeur général ne peut sans l'accord préalable du Comité Stratégique prendre au nom de la Société une décision visée à l'article 14.6.3.

Le présent article 13 s'applique *mutatis mutandis* à tout directeur général délégué.

ARTICLE 14. COMITE STRATEGIQUE

14.1. Organisation générale

Il est institué un comité stratégique (le « **Comité Stratégique** »), présidé par un *chairman* qui est désigné dans les conditions prévues ci-après.

Le *chairman* organise les travaux du Comité Stratégique.

14.2. Composition

(a) Membres - Nomination - Le Comité Stratégique est composé de cinq (5) membres au plus (les « **Membres du Comité Stratégique** »).

Le président, tant qu'il exerce son mandat social, est membre de droit du Comité Stratégique.

Les autres Membres du Comité Stratégique sont nommés par décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'article 16.

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges, le Comité Stratégique peut, entre deux décisions collectives des associés délibérant sur les comptes sociaux de l'exercice, procéder à des nominations à titre provisoire. Les nominations provisoires effectuées par le Comité Stratégique sont soumises à ratification de la prochaine décision collective ordinaire des associés. Le Membre du Comité Stratégique nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

(b) Personnes physiques ou morales - Les Membres du Comité Stratégique peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Lorsqu'une personne morale est nommée Membre du Comité Stratégique, elle exerce ses fonctions par l'entremise de son représentant légal ou d'un représentant permanent qu'elle nomme à cet effet et qu'elle peut remplacer à tout moment.

(c) Durée des fonctions - Révocation – Excepté pour le président et les directeurs généraux qui sont membres de droit pour la durée de leur mandat social, les Membres du Comité Stratégique sont nommés pour une durée de cinq (5) ans expirant à l'issue de la décision collective des associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat de ce Membre du Comité Stratégique.

Les Membres du Comité Stratégique sont toujours rééligibles.

Les Membres du Comité Stratégique peuvent être révoqués à tout moment, *ad nutum*, sans préavis ni indemnité, par décision collective ordinaire des associés.

Les fonctions des Membres du Comité Stratégique prennent également fin par la démission, l'interdiction de gérer une société, et (i) pour les personnes physiques, par le décès ou l'incapacité, ou (ii) s'agissant de personnes morales, le terme, la dissolution et la mise en liquidation judiciaire.

14.3. Statut des Membres du Comité Stratégique

(a) Rémunération - Les membres du Comité Stratégique ne seront pas rémunérés au titre de leur mandat, sauf accord du Comité Stratégique à la Majorité Qualifiée. Dans ce cas, les associés peuvent allouer aux Membres du Comité Stratégique, par une décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'article 16, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle à titre de jetons de présence. Le Comité Stratégique répartit librement entre les Membres du Comité Stratégique les sommes globales allouées.

Il peut être alloué par le Comité Stratégique des rémunérations exceptionnelles pour les missions et mandats confiés à des Membres du Comité Stratégique.

(b) Frais – Les Membres du Comité Stratégique (et censeur(s) le cas échéant) seront remboursés des frais raisonnables encourus dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions sur présentation des justificatifs correspondants en cas de tenue de Comité Stratégique en dehors de France.

Les Membres du Comité Stratégique (et censeur(s) le cas échéant) pourront être remboursés des frais raisonnables encourus dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions sur présentation des justificatifs en cas de tenue de Comité Stratégique en France.

(c) Contrat de travail - La rémunération éventuelle d'un Membre du Comité Stratégique est indépendante de celle résultant des autres fonctions et du contrat de travail ou de tout autre contrat conclu avec la Société dont il peut bénéficier le cas échéant. Un Membre du Comité Stratégique peut conclure avec la Société un contrat de travail, à condition que ce contrat corresponde à un emploi réel.

Un salarié de la Société peut être nommé Membre du Comité Stratégique. Son contrat de travail doit correspondre à un emploi réel et distinct de celui de Membre du Comité Stratégique. La révocation de ses fonctions de Membre du Comité Stratégique n'a pas pour effet de résilier son contrat de travail.

14.4. Organisation du Comité Stratégique

(a) Organe collégial - Le Comité Stratégique est un organe collégial composé de plusieurs Membres du Comité Stratégique prenant les décisions de sa compétence.

(b) Présidence du Comité Stratégique - Le Comité Stratégique est présidé par un *chairman*. Le président de la Société occupe de plein droit les fonctions de *chairman*.

Le *chairman* organise et dirige les travaux du Comité Stratégique. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les Membres du Comité Stratégique sont en mesure de remplir leur mission.

(c) Comités - Le Comité Stratégique peut constituer tout comité.

14.5. Délibérations du Comité Stratégique

(a) Réunions - Conférences - Actes écrits - Les Membres du Comité Stratégique se réunissent, soit au siège social, soit en tout autre endroit en France ou à l'étranger, aussi souvent que l'intérêt de la Société ou les dispositions légales l'exigent, et au moins une (1) fois tous les trois (3) mois (le Comité Stratégique pouvant, à la Majorité Qualifiée (tel que ce terme est défini à l'article 14.5(f)), décider de réduire la périodicité de ses réunions).

Les délibérations du Comité Stratégique peuvent être également prises, au choix du *chairman*, en consultation par voie de conférence téléphonique, vidéo, consultation écrite ou électronique ou par la signature par tous les Membres du Comité Stratégique d'un acte unanime.

(b) Convocation - Les Membres du Comité Stratégique sont convoqués aux séances du Comité Stratégique par le *chairman* ou par au moins deux (2) Membres du Comité Stratégique (étant précisé que si le Comité Stratégique est composé de moins de 5 membres, il pourra être convoqué par un seul Membre du Comité Stratégique).

Quel que soit le mode de délibération, la convocation doit être faite par tout moyen de communication écrite et, notamment, par voie de courrier électronique avec confirmation de lecture, au moins cinq (5) jours calendaires avant la date de la délibération du Comité Stratégique, sauf cas d'urgence. Aucun préavis de convocation n'est requis lorsque tous les Membres du Comité Stratégique participent à la délibération.

(c) Ordre du jour - L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, le Comité Stratégique peut valablement délibérer sur des sujets qui ne figurent pas dans l'ordre du jour.

(d) Présidence des séances - Les séances du Comité Stratégique sont présidées par le *chairman*, ou, à défaut, par un Membre du Comité Stratégique choisi par le Comité Stratégique au début de la séance.

(e) Quorum - Participation - Le quorum requis pour toute réunion du Comité Stratégique, sur première convocation, devra inclure la participation d'au moins trois (3) Membres du Comité Stratégique (présents ou représentés). Sur seconde convocation, tenue au plus tôt dans les sept (7) jours calendaires de la première réunion le Comité Stratégique pourra valablement délibérer avec la participation d'au moins la moitié des Membres du Comité Stratégique (présents ou représentés).

La participation d'un Membre du Comité Stratégique à une réunion résulte soit de sa présence, soit de sa participation par conférence téléphonique ou vidéo conférence, soit de sa représentation par un autre Membre du Comité Stratégique de son choix auquel il a donné pouvoir. En cas de consultation écrite, électronique ou par signature d'un acte unanime, la participation résulte de la réponse à la consultation ou de la signature de l'acte, selon le cas.

(f) Majorité - Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des Membres du Comité Stratégique participants, sauf pour ce qui concerne les décisions visées à l'article 14.6.3 ci-après, qui doivent être adoptées à la majorité qualifiée d'au moins trois-quarts (3/4) des voix des Membres du Comité Stratégique participants (la « ***Majorité Qualifiée*** »).

Chacun des membres du Comité Stratégique bénéficiera d'un droit de vote simple.

En cas de partage des voix, le président de la Société (s'il est membre du Comité Stratégique) ou, en son absence, le directeur général (s'il est membre du Comité Stratégique) aura une voix prépondérante.

(g) Procès-verbaux - Les délibérations du Comité Stratégique sont constatées par des procès-verbaux signés par le *chairman* et par au moins un Membre du Comité Stratégique ayant participé aux délibérations.

14.6. Missions et pouvoirs du Comité Stratégique

14.6.1. Administration de la Société

(a) Pouvoir - Le Comité Stratégique aura principalement pour mission :

(i) d'étudier les grandes orientations stratégiques de la Société et, le cas échéant, de ses filiales, qui lui seront présentées par le président de la Société ;

(ii) de statuer sur toute opération ayant une incidence sur le capital et/ou les droits de vote des associés de la Société et, le cas échéant, de ses filiales ;

(iii) de statuer sur toute modification substantielle de l'activité de la Société, de sa structure juridique ou son organisation ;

(iv) d'étudier tout projet de croissance externe, d'investissements ou de création de filiale et/ou de cession de l'une des filiales.

(b) Autres pouvoirs de décision spécifiques - En complément des pouvoirs visés ci-dessus et dans les autres articles des Statuts, le Comité Stratégique autorise les opérations visées à l'article 14.6.3 des Statuts.

14.6.2. Information

(a) Information - Chaque Membre du Comité Stratégique reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Il peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

(b) Confidentialité – Chacun des Membres du Comité Stratégique s'engage, tant pendant la durée de son mandat qu'à compter de la cessation dudit mandat, à considérer comme strictement confidentiels et à ne pas divulguer, céder ou transférer à un tiers tous documents et informations qu'il pourra acquérir ou auxquels il aura eu accès dans le cadre de ses relations avec ou de ses responsabilités dans la Société et concernant, en particulier, l'activité, la technologie, les produits, les clients, la stratégie, le développement, les accords commerciaux ou de partenariat ou la situation financière de la Société ou de ses filiales.

14.6.3. Opérations soumises à l'autorisation préalable du Comité Stratégique

Les opérations et décisions suivantes, concernant la Société ou l'une quelconque de ses filiales, ne peuvent être décidées par le président (ou les directeurs généraux, délégués ou non) ou les associés qu'après obtention de l'autorisation préalable du Comité Stratégique à la Majorité Qualifiée :

(i) adjonction de nouvelles activités stratégiques ou suppression d'activités stratégiques de la Société ;

(ii) définition et modifications du budget annuel ; autorisation de tout engagement supérieur à 50.000 € et de tout investissement d'un montant unitaire supérieur à 50.000 € non prévu au budget ;

(iii) mise en place de tous prêts ou emprunts (y compris obligataires), facilités de crédit et, plus généralement engagements ou cautionnement, aval ou garantie d'un montant respectif supérieur à 100.000 € hors budget ; signature de contrats de crédit-bail hors budget ; octroi de toutes sûretés sur des actifs de la Société ou des filiales hors cours normal des affaires ; remboursement de compte-courant autres que ceux prévus aux termes de l'échéancier prévu dans le contrat d'avance en compte courant relatif à la mise à disposition des prêts entrepreneurs dits « Wilco » ;

(iv) cession ou transfert d'éléments d'actif significatifs, en particulier des résultats de la R&D, des brevets déposés par la Société ainsi que toute licence en dehors de celles consenties aux clients de la Société dans le cours normal de l'activité ;

(v) accord de partenariat avec une société industrielle du même secteur d'activité que celui de la Société et sortant du cours normal des affaires ;

(vi) constitution, dissolution, fusion ou réorganisation de filiales, prise et cession de participations, ouverture et fermeture de bureaux, succursales, établissements ;

(vii) décision d'apports en nature, en propriété ou en jouissance à toutes sociétés constituées ou à constituer ;

(viii) toute émission de valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital ou des droits de vote de la Société ou des filiales, et notamment tout plan d'intéressement des salariés, l'approbation du règlement de ce plan et l'attribution de ces options ou bons à leurs bénéficiaires ;

(ix) toute décision ou proposition de distribution de dividendes (y compris les acomptes sur dividendes) ou d'affectation de réserves (y compris toutes primes d'émission), toute décision ou proposition relative à la composition du capital (notamment réduction, amortissement, rachat d'actions, modification de la valeur nominale des actions, division ou regroupement des actions, création de catégories d'actions ou modification des droits attachés aux actions ou autres valeurs mobilières) ;

(x) fusion, scission, restructuration, dissolution, liquidation, apport partiel d'actifs, mise en location gérance ou cession d'un fonds de commerce, transfert d'actifs essentiels, tant pour ce qui concerne la Société que les filiales ;

(xi) décision de confier tout mandat ou mission en vue de l'admission des titres de la Société ou d'une filiale à la cotation sur un marché réglementé de titres de capital ou d'une bourse de valeurs ;

(xii) recrutement, rémunération, licenciement et modification de tout contrat de travail conclu par la Société et des filiales ; recrutement et licenciement par la Société et ses filiales toute personne dont le salaire annuel brut est supérieur à 60.000 € ;

(xiii) nomination, rémunération et révocation de tout mandataire social de la Société et des filiales ;

(xiv) conclusion de toutes conventions avec tout fondateur ou actionnaire de la Société, directement ou indirectement ;

(xv) gestion des litiges pour des montants supérieurs à 20.000 €.

Afin de tenir compte de l'évolution de la Société, les limites en montant ou en valeur indiquées ci-dessus pourront être révisées par décision du Comité Stratégique. Le cas échéant, le président de la Société est habilité à modifier les statuts en conséquence.

(c) Limitation des pouvoirs du président de la Société et des directeurs généraux - Dans l'ordre interne à la Société, non opposable aux tiers, le président et tout directeur général (délégué ou non) doivent consulter et demander son autorisation au Comité Stratégique, donnée dans les conditions prévues au présent article 14.6.3, avant de prendre toute décision, réaliser toute opération ou action, passer tout acte ou conclure toute convention pour le compte de la Société dans les domaines visés au paragraphe précédent.

(d) Modalité d'obtention de l'autorisation préalable du Comité Stratégique pour les décisions visées à l'article 14.6.3 – L'autorisation préalable du Comité Stratégique aux décisions visées au présent Article 14.6.3 peut être valablement obtenue, sans qu'il soit besoin de tenir une réunion physique du Comité Stratégique, par la réponse expresse et écrite des membres du Comité Stratégique, qui peut être obtenue par tout moyen écrit, notamment par voie de courrier électronique, dans le respect des conditions de quorum (cf. 14.5.(e)) et de majorité définies au présent article 14.

14.7. Collège de censeurs

Un ou plusieurs censeurs peuvent être nommés par une décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'article 16. Les censeurs sont toujours rééligibles. Ils sont choisis librement à raison de leurs compétences.

La durée de leurs fonctions est de cinq (5) années. Le mandat d'un censeur prend fin à l'issue de la décision collective des associés ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expirent les fonctions dudit censeur.

Le collège de censeurs étudie les questions que le Comité Stratégique ou son président soumet, pour avis, à son examen.

Les censeurs participent aux séances du Comité Stratégique et prennent part aux délibérations avec voix consultative seulement, sans toutefois que leur absence puisse affecter la validité des délibérations.

Les censeurs sont convoqués aux réunions du Comité Stratégique dans les mêmes conditions que les Membres du Comité Stratégique et reçoivent les mêmes informations et documents que ceux-ci.

Ils sont tenus au secret des délibérations du Comité Stratégique.

Le Comité Stratégique peut rémunérer les censeurs par prélèvement sur le montant des jetons de présence alloué par décision collective ordinaire des associés aux Membres du Comité Stratégique.

ARTICLE 15. AUTRES COMITÉS

Sur proposition du président ou d'un directeur général, les associés, statuant par voie de décision collective prise dans les conditions définies à l'article 16, peuvent décider de la création d'un ou plusieurs autres comités chargés, soit d'étudier toutes questions sur lesquelles il souhaiterait recueillir un avis, soit de l'assister dans la surveillance de l'administration générale de la Société.

La décision par laquelle la collectivité des associés décide de créer un comité fixera en particulier les règles du comité, et notamment sa composition, le statut de ses membres, ses attributions, les conditions de son fonctionnement, les modalités de quorum et de vote ainsi que les relations de ce comité avec les autres organes de la Société.

Cette décision fixe en outre la dénomination dudit comité (telle que, à titre d'exemples seulement, comité d'investissement, comité de rémunération, etc.).

DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 16. DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

16.1. Principes

16.1.1. Typologie des décisions collectives

Sauf s'il en est autrement disposé par les présents statuts, les associés s'expriment collectivement par voie de décision ordinaire, extraordinaire ou unanime, selon leurs champs respectifs d'application tels que définis ci-après.

Les pouvoirs qui sont dévolus à la collectivité des associés dans le cadre de la Société pluripersonnelle sont exercés par l'associé unique lorsque la Société est unipersonnelle.

16.1.2. Quorum

Les décisions ne sont valablement prises que si les associés présents ou représentés possèdent au moins 74 % des actions ayant le droit de vote.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les associés qui participent à la réunion par des moyens de conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication à distance dont la nature et les conditions d'application sont fixées, le cas échéant, par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

16.1.3. Majorité

Les décisions ordinaires sont valablement prises à la majorité de 74 % des voix dont disposent les associés présents et représentés.

Les décisions extraordinaires sont valablement prises à la majorité de 77 % des voix dont disposent les associés présents et représentés.

Les décisions unanimes sont prises avec l'accord de tous les associés.

16.2. Champ d'application des décisions collectives

16.2.1. Décisions ordinaires

Sont prises par voie de décision ordinaire, les décisions relatives :

- au transfert du siège social de la Société dans un autre département non limitrophe ;
- à l'approbation des comptes annuels et l'affectation du résultat, au versement de dividendes, ou d'acomptes sur dividendes et à la distribution de réserves ;
- à l'approbation de toute convention réglementée ;
- à la nomination, au renouvellement ou au remplacement des Commissaires aux comptes.
- à la nomination, au renouvellement, à la révocation et au remplacement du président, des directeurs généraux et des membres du Comité Stratégique ainsi que des censeurs ;

Sont également prises par voie de décision ordinaire, toute décision relevant expressément de la compétence de la collectivité des associés en vertu de la loi ou des statuts et ne rentrant pas expressément dans le champ de compétence des décisions unanimes ou extraordinaires.

16.2.2. *Décisions extraordinaires*

Sont prises par voie de décision extraordinaire, les décisions relatives :

- à l'émission par la Société ou l'une de ses filiales de valeurs mobilières, simples ou composées, donnant accès ou pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, au capital social ;
- à l'émission par la Société ou l'une de ses filiales d'un emprunt obligataire ;
- à la réduction ou l'amortissement du capital social ;
- à la modification de l'objet social ;
- à la transformation de la Société en une autre forme ;
- à la fusion, la scission ou l'apport partiel d'actifs de la Société ;
- à la cession ou la mise en location-gérance par la Société de son fonds de commerce ;
- à l'adhésion de la Société à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la Société ;
- à l'introduction en bourse de la Société, que ce soit sur un marché règlementé ou non ;
- à toute décision emportant modification des statuts de la Société et ne rentrant pas expressément dans le champ de compétence des décisions ordinaires ou unanimes ou ne relevant pas de la compétence du président ; et
- à la dissolution anticipée et la liquidation de la Société.

16.2.3. *Décisions unanimes*

Sont prises par voie de décision unanime, l'adoption ou la modification des éventuelles clauses statutaires visées aux articles L. 227-13, L. 227-14, L. 227-16 et L. 227-17 du Code de commerce ainsi que toute décision ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un associé.

16.2.4. *Autres décisions*

Sauf indication contraire des statuts, toute autre décision relève de la compétence du président et, le cas échéant, du ou des directeurs généraux.

16.3. **Modalités de consultation des associés**

16.3.1. *Dispositions applicables à tous les modes de consultation*

Les décisions collectives des associés sont provoquées aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige à l'initiative, soit du président, soit d'un directeur général, soit d'un ou plusieurs associés détenant à minima dix pourcent (10%) du capital social.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et, sous réserve de l'existence éventuelle d'actions à droit de vote multiple, dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter, pour la prise des décisions collectives, par toute personne de son choix, associé ou non, laquelle doit justifier de son mandat en le communiquant au président.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant un ordre du jour, le texte des projets résolutions envisagées et tous documents et informations permettant à la collectivité des associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation.

Sauf cas exceptionnel ou urgence, cette information doit faire l'objet d'une communication intervenant cinq (5) jours calendaires au moins avant la date de la consultation.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2323-67 du Code du travail, en cas d'urgence, les représentants du personnel peuvent demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés. Ils peuvent également requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées.

S'il y a lieu, deux membres du comité d'entreprise, désignés par le comité et appartenant l'un à la catégorie des cadres techniciens et agents de maîtrise, l'autre à la catégorie des employés et ouvriers, ou les personnes mentionnées aux articles L. 2323-64 et L. 2323-65 du Code du travail peuvent assister aux assemblées générales. Ils sont entendus, à leur demande, lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des associés.

16.3.2. *Assemblées Générales*

La consultation des associés peut s'effectuer en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation, qui devra avoir été adressée à chacun des associés au plus tard huit (8) jours calendaires avant la tenue de l'assemblée, par tout moyen de communication écrite et, notamment, par voie de courrier électronique avec confirmation de lecture.

Lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale se réunit valablement sur convocation verbale sans délai et peut prendre toute décision sur toutes questions, indépendamment de tout ordre du jour.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence signée par les associés présents ou leur représentant et par le président de séance.

16.3.3. *Visioconférence – Vote électronique*

Les associés peuvent participer aux assemblées générales et délibérer par voie de visioconférence, sous réserve que les moyens utilisés satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion dont les délibérations sont retransmises de façon continue, ou voter par tous moyens de télécommunication et télétransmission, y compris Internet dans les conditions prévues par la réglementation applicable au moment de son utilisation.

Ceux des associés qui utilisent à cette fin, dans les délais exigés, le formulaire électronique de vote proposé sur le site Internet mis en place par le centralisateur de l'assemblée sont assimilés aux associés présents ou représentés.

La saisie et la signature du formulaire électronique peuvent être directement effectuées sur ce site par tout procédé arrêté par le président et répondant aux conditions définies à la première phrase du deuxième alinéa de l'article 1316-4 du Code civil (à savoir l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant le lieu de la signature avec le formulaire) pouvant notamment constituer un identifiant et un mot de passe.

La procuration ou le vote ainsi exprimés avant l'assemblée par ce moyen électronique, ainsi que l'accusé de réception qui en est donné, seront considérés comme des écrits non révocables et opposables à tous, étant précisé qu'en cas de cession de titres intervenant avant le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la Société invalidera ou modifiera en conséquence selon le cas, la procuration ou le vote exprimé avant cette date et cette heure.

16.3.4. *Consultation écrite*

Lorsqu'une décision collective est prise par consultation écrite, le texte des résolutions proposées accompagné du bulletin de vote est adressé par le président à chaque associé par lettre recommandée avec accusé de réception, télécopie ou courrier électronique.

Les associés disposent d'un délai de dix (10) jours calendaires suivant la réception de cette consultation pour compléter et adresser, par tout moyen de communication écrite y compris par voie de courrier électronique ou télécopie, au président le bulletin de vote, daté et signé, en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Tout associé n'ayant pas fait parvenir sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme ayant approuvé les résolutions proposées.

Pendant le délai de réponse, tout associé peut exiger du président toutes explications complémentaires.

Dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

16.3.5. *Acte sous seing privé*

Toute décision collective, quel que soit son objet (y compris toute décision collective relative à l'approbation des comptes annuels), peut résulter d'un acte sous seing privé signé par tous les associés, étant précisé qu'un associé peut se faire représenter pour la signature de tout acte sous seing privé par toute personne de son choix, associé ou non, laquelle doit justifier de son mandat en le communiquant au président.

16.4. **Tenue des assemblées**

16.4.1. *Pouvoirs*

Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité dès lors que ses actions sont libérées des versements exigibles et inscrites en compte à son nom.

Tout associé peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation.

16.4.2. *Réunion des associés - Constitution du bureau*

Les assemblées générales sont présidées par le président de la Société ou, en son absence, par un directeur général.

En cas de convocation par le ou les commissaires aux comptes, ou par un mandataire de justice, l'assemblée générale est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut l'assemblée élit elle-même son président.

16.4.3. Procès-verbaux

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, qui peut être tenu sous forme électronique, ou sur feuillets mobiles.

Ils sont signés par le président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations (en cas de réunion d'une assemblée, ces informations relatives à l'identité des associés et autres personnes présentes figurent uniquement sur la feuille de présence de l'assemblée), l'ordre du jour ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le président, un directeur général ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

En cas de visioconférence, le président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un procès-verbal des délibérations de la séance portant, le cas échéant, mention de la survenance éventuelle d'un incident technique relatif à une visioconférence lorsqu'il a perturbé le déroulement de la séance. Le président adresse aux associés, ou met à leur disposition, dans les meilleurs délais un exemplaire du procès-verbal par tout procédé de communication. Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés sont conservées au siège social.

COMPTES SOCIAUX / AFFECTATION DU RESULTAT

ARTICLE 17. EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 18. COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments de l'actif et du passif et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le président établit le rapport de gestion qui comporte les indications prévues à l'article L. 232-1 du Code de commerce.

Le président établit également, le cas échéant, (i) les comptes consolidés et le rapport de gestion du groupe, et (ii) les documents de gestion prévisionnelle, dans le respect des délais prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La collectivité des associés, délibérant par décision prise dans les conditions définies à l'article 16, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, conformément aux dispositions légales.

ARTICLE 19. AFFECTATION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social, il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice distribuable, la collectivité des associés peut décider l'affectation de toutes sommes qu'elle juge à propos au compte de report à nouveau ou à tous comptes de réserves générales ou spéciales.

En outre, la collectivité des associés peut, après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives : en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les modalités de mise en paiement des dividendes ou des acomptes sur dividendes sont fixées par la décision collective des associés ou l'associé unique. La mise en paiement des dividendes en espèces doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle, en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Les pertes, s'il en existe, sont affectées au compte de report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou ultérieurs, jusqu'à extinction.

ARTICLE 20. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent, par décision prise dans les conditions définies à l'article 16, nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes. Cette désignation devient obligatoire lorsque la Société remplit les conditions déterminées par le Code de commerce.

Lorsqu'un ou plusieurs commissaires aux comptes sont nommés, le contrôle de la Société est exercé dans les conditions fixées par la loi et les règlements.

Tout commissaire aux comptes (titulaire et, le cas échéant, suppléant) est nommé pour une durée de six (6) exercices. Ses fonctions expirent à l'issue de la décision collective des associés statuant sur les comptes du sixième exercice.

ARTICLE 21. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

Si la Société est dotée d'un commissaire aux comptes, le président de la Société doit l'aviser des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et lui-même, les autres dirigeants, les associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Le président de la Société doit informer le commissaire aux comptes dans le délai d'un (1) mois à compter de la conclusion de ces conventions. Le commissaire aux comptes présente aux associés, lors de l'approbation des comptes annuels, un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport, cette délibération étant mentionnée dans le registre des décisions.

Si la Société n'est pas dotée de commissaire aux comptes, le rapport visé au paragraphe qui précède est établi par le président de la Société.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement pour le président de la Société, d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Cependant ces conventions doivent être communiquées au Commissaire aux comptes si la Société en est dotée, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties.

CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL - DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

ARTICLE 22. CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 23. DISSOLUTION – LIQUIDATION

La dissolution met fin aux fonctions du président, des directeurs généraux et des autres organes sociaux, le cas échéant, le mandat des commissaires aux comptes peut être maintenu.

Les associés conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Si la Société ne comprend qu'un seul associé personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers. Cette transmission est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Si la Société comprend un seul associé personne physique ou au moins deux associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

La décision collective des associés qui prononce la dissolution règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de sa liquidation, jusqu'à clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention « société en liquidation » ainsi que du ou des noms des liquidateurs sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à clôture de la liquidation.

Le boni de liquidation après remboursement aux associés du montant nominal et non amorti de leurs actions est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social et dans le respect de leurs accords.

ARTICLE 24. CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les associés, le président ou le liquidateur, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du ressort du siège social de la Société.

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 27-03-2019

N° DE DEPOT : 2019R036304

N° GESTION : 2018B02071

N° SIREN : 834837346

DENOMINATION : Kapsera

ADRESSE : 10 rue Vauquelin 75005 Paris

DATE D'ACTE : 19-02-2019

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :

KAPSERA
Société par actions simplifiée au capital de 66.666,67 euros
Siège social : 10, rue Vauquelin – 75005 Paris
834 837 346 RCS Paris
(la « ***Société*** »)

STATUTS
(mis à jour suite aux décisions unanimes des associés en date du 19 février 2019)

Certifiés conformes par le Président :



Antoine Drevelle

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. FORME

La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur et par les présents statuts.

La Société peut être indifféremment unipersonnelle ou pluripersonnelle.

ARTICLE 2. OBJET

La Société a pour objet, soit directement, soit indirectement, notamment par l'intermédiaire de filiales ou participations, en France et à l'étranger :

(a) la conception, le développement, l'industrialisation, la commercialisation et/ou la distribution de produits et/ou composants issus des technologies dites de l'encapsulation dans le domaine des intrants agricoles, notamment les produits de nutrition et de protection des cultures ;

(b) la participation de la Société, par tous moyens, dans toutes les opérations pouvant se rapporter à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, de souscriptions ou d'achats de titres ou de droits sociaux, de fusion ou autrement ; et,

(c) généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son développement ou son extension.

La Société peut agir, tant en France qu'à l'étranger, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule soit en participation, association, groupement d'intérêt économique ou société, avec toutes autres sociétés ou personnes et réaliser, sous quelque forme que ce soit, directement ou indirectement, les opérations rentrant dans son objet.

Elle peut également prendre, sous toutes formes, tous intérêts et participations dans toutes affaires et entreprises françaises et étrangères, quel que soit leur objet.

ARTICLE 3. DENOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale : KAPSERA.

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société et destinés aux tiers, doit figurer l'indication de la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au : 10, rue Vauquelin – 75005 Paris.

Le transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe est décidé par le président de la Société, qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Dans tous les autres cas, le transfert du siège social relève de la compétence d'une décision collective prise dans les conditions définies à l'article 16.

ARTICLE 5. DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée est prise dans les conditions définies à l'article 16.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le président doit provoquer une décision collective des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6. CAPITAL SOCIAL

6.I. Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 66.666,67 euros.

Il est divisé en 6.666.667 actions de un centime d'euro (0,01 €) chacune, toutes de même catégorie, souscrites et libérées en totalité.

ARTICLE 7. MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés.

Les associés peuvent déléguer au président de la Société les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, une augmentation ou une réduction du capital.

Il peut être créé des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent, dans le respect des dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 8. INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix du mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à une action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires, sauf répartition différente de l'exercice du droit de vote décidée entre eux et notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société.

ARTICLE 9. FORME DES ACTIONS / COMPTABILITE DES TITRES

Les actions sont nominatives et sont toutes ordinaires.

La propriété des actions résulte de leur inscription dans une comptabilité de titres tenue par la Société ou par un mandataire au travers d'un registre de mouvement de titres sur lequel sont enregistrés dans l'ordre chronologique les mouvements affectant les actions et de fiches individuelles pour chacun des associés faisant apparaître, par catégorie, les valeurs mobilières détenues par celui-ci à tout moment. Ces documents peuvent être tenus de manière électronique par la Société.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par le cédant ou son mandataire.

Une attestation d'inscription en compte est délivrée par la Société à tout associé qui en fait la demande.

ARTICLE 10. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement adoptées par toutes les assemblées générales.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donnent à leur porteur aucun droit contre la Société, les associés ayant à faire leur affaire personnelle du groupement d'actions nécessaire.

ARTICLE 11. LOCATION D'ACTIONS

La location des actions de la Société est interdite.

DIRECTION ET GOUVERNANCE DE LA SOCIETE

ARTICLE 12. PRESIDENCE DE LA SOCIETE

12.1. Désignation du président

La Société est dirigée par un président qui peut être soit une personne physique, soit une personne morale, associé ou non de la Société.

Lorsque le président est une personne morale, celle-ci agit au sein de la Société exclusivement par ses représentants légaux, personnes physiques.

Le président est nommé et renouvelé dans ses fonctions par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'article 16.

12.2. Durée des fonctions du président

La durée des fonctions du président est fixée aux termes de la décision collective des associés qui le nomme.

Elle peut être déterminée ou indéterminée.

A défaut de précision, la durée des fonctions du président est à durée indéterminée.

Le mandat du président est renouvelable sans limitation.

Le président peut démissionner de son mandat à tout moment, sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois (lequel pourra être réduit par décision de la collectivité des associés qui aura à statuer sur son remplacement).

Les fonctions du président cessent immédiatement et de plein droit par son décès, son incapacité, sa faillite personnelle, son interdiction de gérer, sa démission (sous réserve du respect du préavis) ou sa révocation.

Les fonctions du président personne morale prennent également fin en cas d'ouverture à son encontre d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire ou en cas de dissolution amiable.

Dans les autres cas, le mandat du président prend fin à l'issue de la décision collective des associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, intervenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat du président.

La cessation de ses fonctions par le président n'entraîne pas la dissolution de la Société.

12.3. Révocation du président

Le président est révocable, à tout moment sans qu'il soit nécessaire d'invoquer un quelconque motif, par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'article 16.

12.4. Rémunération

Le président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par décision du Comité Stratégique.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel au bénéfice ou au chiffre d'affaires. Elle pourra également comprendre des primes de rémunération.

En outre, le président est remboursé de ses frais raisonnables de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

12.5. Pouvoirs du président

Le président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Dans l'ordre interne, le président exerce ses fonctions sous réserve des pouvoirs que la loi et les statuts attribuent aux autres organes de la Société. Le président ne peut sans l'accord préalable du Comité Stratégique prendre au nom de la Société une décision visée à l'article 14.6.3.

12.6. Délégation des pouvoirs du président

Le président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Le président peut à tout moment révoquer toute délégation de ses pouvoirs.

12.7. Représentation du personnel

Dans les rapports entre la Société et les représentants du personnel, le président constitue l'organe social auprès duquel ces représentants exercent le cas échéant les droits définis par les articles L. 2323-62 à L. 2323-66 du Code du travail.

Le président organise pour toutes les échéances importantes, notamment l'arrêté des comptes annuels, des réunions en présence desdits représentants et ne prend sa décision qu'après que ceux-ci aient pu s'exprimer.

ARTICLE 13. DIRECTEURS GENERAUX - DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES

13.1. Désignation de directeurs généraux

La collectivité des associés peut décider de nommer un ou plusieurs directeurs généraux ou directeurs généraux délégués, personnes physiques ou morales, associés ou non de la Société.

Lorsque le directeur général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Les directeurs généraux et les directeurs généraux délégués sont nommés et renouvelés par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'article 16.

Les directeurs généraux sont soumis aux mêmes règles en matière de responsabilité que le président de la Société.

Les directeurs généraux, personnes physiques, peuvent être également liés à la Société par un contrat de travail.

13.2. Durée des fonctions de directeur général

La durée des fonctions d'un directeur général fixée aux termes de la décision collective des associés qui le nomme.

Elle peut être déterminée ou indéterminée.

A défaut de précision, la durée des fonctions d'un directeur général est indéterminée.

Le mandat de directeur général est renouvelable sans limitation.

Un directeur général peut démissionner de son mandat à tout moment, sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois (lequel pourra être réduit par décision de la collectivité des associés qui aura à statuer sur son remplacement).

Les fonctions de directeur général cessent immédiatement et de plein droit par son décès, son incapacité, sa faillite personnelle, son interdiction de gérer, sa démission (sous réserve du respect du préavis) ou sa révocation.

Les fonctions de directeur général personne morale prennent également fin, en cas d'ouverture à son encontre d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire ou en cas de dissolution amiable.

Dans les autres cas, le mandat de directeur général prend fin à l'issue de la décision collective des associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, intervenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit directeur général.

13.3. Rémunération des directeurs généraux

Chaque directeur général peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par décision du Comité Stratégique.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel au bénéfice ou au chiffre d'affaires. Elle pourra également comprendre des primes de rémunération.

En outre, chaque directeur général est remboursé de ses frais raisonnables de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

13.4. Révocation des directeurs généraux

Chaque directeur général est révocable, à tout moment sans qu'il soit nécessaire d'invoquer un quelconque motif, par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'article 16.

13.5. Pouvoirs des directeurs généraux

Chaque directeur général est investi du même pouvoir de représentation de la Société à l'égard des tiers que celui du président.

Chaque directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes d'un directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Chaque directeur général peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Chaque directeur général peut à tout moment révoquer toute délégation de ses pouvoirs.

Dans l'ordre interne, chaque directeur général exerce ses fonctions sous réserve des pouvoirs que la loi et les statuts attribuent aux autres organes de la Société. Le directeur général ne peut sans l'accord préalable du Comité Stratégique prendre au nom de la Société une décision visée à l'article 14.6.3.

Le présent article 13 s'applique *mutatis mutandis* à tout directeur général délégué.

ARTICLE 14. COMITE STRATEGIQUE

14.1. Organisation générale

Il est institué un comité stratégique (le « **Comité Stratégique** »), présidé par un *chairman* qui est désigné dans les conditions prévues ci-après.

Le *chairman* organise les travaux du Comité Stratégique.

14.2. Composition

(a) Membres - Nomination - Le Comité Stratégique est composé de cinq (5) membres au plus (les « **Membres du Comité Stratégique** »).

Le président, tant qu'il exerce son mandat social, est membre de droit du Comité Stratégique.

Les autres Membres du Comité Stratégique sont nommés par décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'article 16.

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges, le Comité Stratégique peut, entre deux décisions collectives des associés délibérant sur les comptes sociaux de l'exercice, procéder à des nominations à titre provisoire. Les nominations provisoires effectuées par le Comité Stratégique sont soumises à ratification de la prochaine décision collective ordinaire des associés. Le Membre du Comité Stratégique nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

(b) Personnes physiques ou morales - Les Membres du Comité Stratégique peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Lorsqu'une personne morale est nommée Membre du Comité Stratégique, elle exerce ses fonctions par l'entremise de son représentant légal ou d'un représentant permanent qu'elle nomme à cet effet et qu'elle peut remplacer à tout moment.

(c) Durée des fonctions - Révocation – Excepté pour le président et les directeurs généraux qui sont membres de droit pour la durée de leur mandat social, les Membres du Comité Stratégique sont nommés pour une durée de cinq (5) ans expirant à l'issue de la décision collective des associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat de ce Membre du Comité Stratégique.

Les Membres du Comité Stratégique sont toujours rééligibles.

Les Membres du Comité Stratégique peuvent être révoqués à tout moment, *ad nutum*, sans préavis ni indemnité, par décision collective ordinaire des associés.

Les fonctions des Membres du Comité Stratégique prennent également fin par la démission, l'interdiction de gérer une société, et (i) pour les personnes physiques, par le décès ou l'incapacité, ou (ii) s'agissant de personnes morales, le terme, la dissolution et la mise en liquidation judiciaire.

14.3. Statut des Membres du Comité Stratégique

(a) Rémunération - Les membres du Comité Stratégique ne seront pas rémunérés au titre de leur mandat, sauf accord du Comité Stratégique à la Majorité Qualifiée. Dans ce cas, les associés peuvent allouer aux Membres du Comité Stratégique, par une décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'article 16, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle à titre de jetons de présence. Le Comité Stratégique répartit librement entre les Membres du Comité Stratégique les sommes globales allouées.

Il peut être alloué par le Comité Stratégique des rémunérations exceptionnelles pour les missions et mandats confiés à des Membres du Comité Stratégique.

(b) Frais – Les Membres du Comité Stratégique (et censeur(s) le cas échéant) seront remboursés des frais raisonnables encourus dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions sur présentation des justificatifs correspondants en cas de tenue de Comité Stratégique en dehors de France.

Les Membres du Comité Stratégique (et censeur(s) le cas échéant) pourront être remboursés des frais raisonnables encourus dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions sur présentation des justificatifs en cas de tenue de Comité Stratégique en France.

(c) Contrat de travail - La rémunération éventuelle d'un Membre du Comité Stratégique est indépendante de celle résultant des autres fonctions et du contrat de travail ou de tout autre contrat conclu avec la Société dont il peut bénéficier le cas échéant. Un Membre du Comité Stratégique peut conclure avec la Société un contrat de travail, à condition que ce contrat corresponde à un emploi réel.

Un salarié de la Société peut être nommé Membre du Comité Stratégique. Son contrat de travail doit correspondre à un emploi réel et distinct de celui de Membre du Comité Stratégique. La révocation de ses fonctions de Membre du Comité Stratégique n'a pas pour effet de résilier son contrat de travail.

14.4. Organisation du Comité Stratégique

(a) Organe collégial - Le Comité Stratégique est un organe collégial composé de plusieurs Membres du Comité Stratégique prenant les décisions de sa compétence.

(b) Présidence du Comité Stratégique - Le Comité Stratégique est présidé par un *chairman*. Le président de la Société occupe de plein droit les fonctions de *chairman*.

Le *chairman* organise et dirige les travaux du Comité Stratégique. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les Membres du Comité Stratégique sont en mesure de remplir leur mission.

(c) Comités - Le Comité Stratégique peut constituer tout comité.

14.5. Délibérations du Comité Stratégique

(a) Réunions - Conférences - Actes écrits - Les Membres du Comité Stratégique se réunissent, soit au siège social, soit en tout autre endroit en France ou à l'étranger, aussi souvent que l'intérêt de la Société ou les dispositions légales l'exigent, et au moins une (1) fois tous les trois (3) mois (le Comité Stratégique pouvant, à la Majorité Qualifiée (tel que ce terme est défini à l'article 14.5(f)), décider de réduire la périodicité de ses réunions).

Les délibérations du Comité Stratégique peuvent être également prises, au choix du *chairman*, en consultation par voie de conférence téléphonique, vidéo, consultation écrite ou électronique ou par la signature par tous les Membres du Comité Stratégique d'un acte unanime.

(b) Convocation - Les Membres du Comité Stratégique sont convoqués aux séances du Comité Stratégique par le *chairman* ou par au moins deux (2) Membres du Comité Stratégique (étant précisé que si le Comité Stratégique est composé de moins de 5 membres, il pourra être convoqué par un seul Membre du Comité Stratégique).

Quel que soit le mode de délibération, la convocation doit être faite par tout moyen de communication écrite et, notamment, par voie de courrier électronique avec confirmation de lecture, au moins cinq (5) jours calendaires avant la date de la délibération du Comité Stratégique, sauf cas d'urgence. Aucun préavis de convocation n'est requis lorsque tous les Membres du Comité Stratégique participent à la délibération.

(c) Ordre du jour - L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, le Comité Stratégique peut valablement délibérer sur des sujets qui ne figurent pas dans l'ordre du jour.

(d) Présidence des séances - Les séances du Comité Stratégique sont présidées par le *chairman*, ou, à défaut, par un Membre du Comité Stratégique choisi par le Comité Stratégique au début de la séance.

(e) Quorum - Participation - Le quorum requis pour toute réunion du Comité Stratégique, sur première convocation, devra inclure la participation d'au moins trois (3) Membres du Comité Stratégique (présents ou représentés). Sur seconde convocation, tenue au plus tôt dans les sept (7) jours calendaires de la première réunion le Comité Stratégique pourra valablement délibérer avec la participation d'au moins la moitié des Membres du Comité Stratégique (présents ou représentés).

La participation d'un Membre du Comité Stratégique à une réunion résulte soit de sa présence, soit de sa participation par conférence téléphonique ou vidéo conférence, soit de sa représentation par un autre Membre du Comité Stratégique de son choix auquel il a donné pouvoir. En cas de consultation écrite, électronique ou par signature d'un acte unanime, la participation résulte de la réponse à la consultation ou de la signature de l'acte, selon le cas.

(f) Majorité - Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des Membres du Comité Stratégique participants, sauf pour ce qui concerne les décisions visées à l'article 14.6.3 ci-après, qui doivent être adoptées à la majorité qualifiée d'au moins trois-quarts (3/4) des voix des Membres du Comité Stratégique participants (la « ***Majorité Qualifiée*** »).

Chacun des membres du Comité Stratégique bénéficiera d'un droit de vote simple.

En cas de partage des voix, le président de la Société (s'il est membre du Comité Stratégique) ou, en son absence, le directeur général (s'il est membre du Comité Stratégique) aura une voix prépondérante.

(g) Procès-verbaux - Les délibérations du Comité Stratégique sont constatées par des procès-verbaux signés par le *chairman* et par au moins un Membre du Comité Stratégique ayant participé aux délibérations.

14.6. Missions et pouvoirs du Comité Stratégique

14.6.1. Administration de la Société

(a) Pouvoir - Le Comité Stratégique aura principalement pour mission :

(i) d'étudier les grandes orientations stratégiques de la Société et, le cas échéant, de ses filiales, qui lui seront présentées par le président de la Société ;

(ii) de statuer sur toute opération ayant une incidence sur le capital et/ou les droits de vote des associés de la Société et, le cas échéant, de ses filiales ;

(iii) de statuer sur toute modification substantielle de l'activité de la Société, de sa structure juridique ou son organisation ;

(iv) d'étudier tout projet de croissance externe, d'investissements ou de création de filiale et/ou de cession de l'une des filiales.

(b) Autres pouvoirs de décision spécifiques - En complément des pouvoirs visés ci-dessus et dans les autres articles des Statuts, le Comité Stratégique autorise les opérations visées à l'article 14.6.3 des Statuts.

14.6.2. Information

(a) Information - Chaque Membre du Comité Stratégique reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Il peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

(b) Confidentialité – Chacun des Membres du Comité Stratégique s'engage, tant pendant la durée de son mandat qu'à compter de la cessation dudit mandat, à considérer comme strictement confidentiels et à ne pas divulguer, céder ou transférer à un tiers tous documents et informations qu'il pourra acquérir ou auxquels il aura eu accès dans le cadre de ses relations avec ou de ses responsabilités dans la Société et concernant, en particulier, l'activité, la technologie, les produits, les clients, la stratégie, le développement, les accords commerciaux ou de partenariat ou la situation financière de la Société ou de ses filiales.

14.6.3. Opérations soumises à l'autorisation préalable du Comité Stratégique

Les opérations et décisions suivantes, concernant la Société ou l'une quelconque de ses filiales, ne peuvent être décidées par le président (ou les directeurs généraux, délégués ou non) ou les associés qu'après obtention de l'autorisation préalable du Comité Stratégique à la Majorité Qualifiée :

(i) adjonction de nouvelles activités stratégiques ou suppression d'activités stratégiques de la Société ;

(ii) définition et modifications du budget annuel ; autorisation de tout engagement supérieur à 50.000 € et de tout investissement d'un montant unitaire supérieur à 50.000 € non prévu au budget ;

(iii) mise en place de tous prêts ou emprunts (y compris obligataires), facilités de crédit et, plus généralement engagements ou cautionnement, aval ou garantie d'un montant respectif supérieur à 100.000 € hors budget ; signature de contrats de crédit-bail hors budget ; octroi de toutes sûretés sur des actifs de la Société ou des filiales hors cours normal des affaires ; remboursement de compte-courant autres que ceux prévus aux termes de l'échéancier prévu dans le contrat d'avance en compte courant relatif à la mise à disposition des prêts entrepreneurs dits « Wilco » ;

(iv) cession ou transfert d'éléments d'actif significatifs, en particulier des résultats de la R&D, des brevets déposés par la Société ainsi que toute licence en dehors de celles consenties aux clients de la Société dans le cours normal de l'activité ;

(v) accord de partenariat avec une société industrielle du même secteur d'activité que celui de la Société et sortant du cours normal des affaires ;

(vi) constitution, dissolution, fusion ou réorganisation de filiales, prise et cession de participations, ouverture et fermeture de bureaux, succursales, établissements ;

(vii) décision d'apports en nature, en propriété ou en jouissance à toutes sociétés constituées ou à constituer ;

(viii) toute émission de valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital ou des droits de vote de la Société ou des filiales, et notamment tout plan d'intéressement des salariés, l'approbation du règlement de ce plan et l'attribution de ces options ou bons à leurs bénéficiaires ;

(ix) toute décision ou proposition de distribution de dividendes (y compris les acomptes sur dividendes) ou d'affectation de réserves (y compris toutes primes d'émission), toute décision ou proposition relative à la composition du capital (notamment réduction, amortissement, rachat d'actions, modification de la valeur nominale des actions, division ou regroupement des actions, création de catégories d'actions ou modification des droits attachés aux actions ou autres valeurs mobilières) ;

(x) fusion, scission, restructuration, dissolution, liquidation, apport partiel d'actifs, mise en location gérance ou cession d'un fonds de commerce, transfert d'actifs essentiels, tant pour ce qui concerne la Société que les filiales ;

(xi) décision de confier tout mandat ou mission en vue de l'admission des titres de la Société ou d'une filiale à la cotation sur un marché réglementé de titres de capital ou d'une bourse de valeurs ;

(xii) recrutement, rémunération, licenciement et modification de tout contrat de travail conclu par la Société et des filiales ; recrutement et licenciement par la Société et ses filiales toute personne dont le salaire annuel brut est supérieur à 60.000 € ;

(xiii) nomination, rémunération et révocation de tout mandataire social de la Société et des filiales ;

(xiv) conclusion de toutes conventions avec tout fondateur ou actionnaire de la Société, directement ou indirectement ;

(xv) gestion des litiges pour des montants supérieurs à 20.000 €.

Afin de tenir compte de l'évolution de la Société, les limites en montant ou en valeur indiquées ci-dessus pourront être révisées par décision du Comité Stratégique. Le cas échéant, le président de la Société est habilité à modifier les statuts en conséquence.

(c) Limitation des pouvoirs du président de la Société et des directeurs généraux - Dans l'ordre interne à la Société, non opposable aux tiers, le président et tout directeur général (délégué ou non) doivent consulter et demander son autorisation au Comité Stratégique, donnée dans les conditions prévues au présent article 14.6.3, avant de prendre toute décision, réaliser toute opération ou action, passer tout acte ou conclure toute convention pour le compte de la Société dans les domaines visés au paragraphe précédent.

(d) Modalité d'obtention de l'autorisation préalable du Comité Stratégique pour les décisions visées à l'article 14.6.3 – L'autorisation préalable du Comité Stratégique aux décisions visées au présent Article 14.6.3 peut être valablement obtenue, sans qu'il soit besoin de tenir une réunion physique du Comité Stratégique, par la réponse expresse et écrite des membres du Comité Stratégique, qui peut être obtenue par tout moyen écrit, notamment par voie de courrier électronique, dans le respect des conditions de quorum (cf. 14.5.(e)) et de majorité définies au présent article 14.

14.7. Collège de censeurs

Un ou plusieurs censeurs peuvent être nommés par une décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'article 16. Les censeurs sont toujours rééligibles. Ils sont choisis librement à raison de leurs compétences.

La durée de leurs fonctions est de cinq (5) années. Le mandat d'un censeur prend fin à l'issue de la décision collective des associés ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expirent les fonctions dudit censeur.

Le collège de censeurs étudie les questions que le Comité Stratégique ou son président soumet, pour avis, à son examen.

Les censeurs participent aux séances du Comité Stratégique et prennent part aux délibérations avec voix consultative seulement, sans toutefois que leur absence puisse affecter la validité des délibérations.

Les censeurs sont convoqués aux réunions du Comité Stratégique dans les mêmes conditions que les Membres du Comité Stratégique et reçoivent les mêmes informations et documents que ceux-ci.

Ils sont tenus au secret des délibérations du Comité Stratégique.

Le Comité Stratégique peut rémunérer les censeurs par prélèvement sur le montant des jetons de présence alloué par décision collective ordinaire des associés aux Membres du Comité Stratégique.

ARTICLE 15. AUTRES COMITÉS

Sur proposition du président ou d'un directeur général, les associés, statuant par voie de décision collective prise dans les conditions définies à l'article 16, peuvent décider de la création d'un ou plusieurs autres comités chargés, soit d'étudier toutes questions sur lesquelles il souhaiterait recueillir un avis, soit de l'assister dans la surveillance de l'administration générale de la Société.

La décision par laquelle la collectivité des associés décide de créer un comité fixera en particulier les règles du comité, et notamment sa composition, le statut de ses membres, ses attributions, les conditions de son fonctionnement, les modalités de quorum et de vote ainsi que les relations de ce comité avec les autres organes de la Société.

Cette décision fixe en outre la dénomination dudit comité (telle que, à titre d'exemples seulement, comité d'investissement, comité de rémunération, etc.).

DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 16. DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

16.1. Principes

16.1.1. Typologie des décisions collectives

Sauf s'il en est autrement disposé par les présents statuts, les associés s'expriment collectivement par voie de décision ordinaire, extraordinaire ou unanime, selon leurs champs respectifs d'application tels que définis ci-après.

Les pouvoirs qui sont dévolus à la collectivité des associés dans le cadre de la Société pluripersonnelle sont exercés par l'associé unique lorsque la Société est unipersonnelle.

16.1.2. Quorum

Les décisions ne sont valablement prises que si les associés présents ou représentés possèdent au moins 74 % des actions ayant le droit de vote.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les associés qui participent à la réunion par des moyens de conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication à distance dont la nature et les conditions d'application sont fixées, le cas échéant, par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

16.1.3. Majorité

Les décisions ordinaires sont valablement prises à la majorité de 74 % des voix dont disposent les associés présents et représentés.

Les décisions extraordinaires sont valablement prises à la majorité de 77 % des voix dont disposent les associés présents et représentés.

Les décisions unanimes sont prises avec l'accord de tous les associés.

16.2. Champ d'application des décisions collectives

16.2.1. Décisions ordinaires

Sont prises par voie de décision ordinaire, les décisions relatives :

- au transfert du siège social de la Société dans un autre département non limitrophe ;

- à l'approbation des comptes annuels et l'affectation du résultat, au versement de dividendes, ou d'acomptes sur dividendes et à la distribution de réserves ;

- à l'approbation de toute convention réglementée ;

- à la nomination, au renouvellement ou au remplacement des Commissaires aux comptes.

- à la nomination, au renouvellement, à la révocation et au remplacement du président, des directeurs généraux et des membres du Comité Stratégique ainsi que des censeurs ;

Sont également prises par voie de décision ordinaire, toute décision relevant expressément de la compétence de la collectivité des associés en vertu de la loi ou des statuts et ne rentrant pas expressément dans le champ de compétence des décisions unanimes ou extraordinaires.

16.2.2. Décisions extraordinaires

Sont prises par voie de décision extraordinaire, les décisions relatives :

- à l'émission par la Société ou l'une de ses filiales de valeurs mobilières, simples ou composées, donnant accès ou pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, au capital social ;

- à l'émission par la Société ou l'une de ses filiales d'un emprunt obligataire ;

- à la réduction ou l'amortissement du capital social ;

- à la modification de l'objet social ;

- à la transformation de la Société en une autre forme ;

- à la fusion, la scission ou l'apport partiel d'actifs de la Société ;

- à la cession ou la mise en location-gérance par la Société de son fonds de commerce ;

- à l'adhésion de la Société à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la Société ;

- à l'introduction en bourse de la Société, que ce soit sur un marché règlementé ou non ;

- à toute décision emportant modification des statuts de la Société et ne rentrant pas expressément dans le champ de compétence des décisions ordinaires ou unanimes ou ne relevant pas de la compétence du président ; et

- à la dissolution anticipée et la liquidation de la Société.

16.2.3. Décisions unanimes

Sont prises par voie de décision unanime, l'adoption ou la modification des éventuelles clauses statutaires visées aux articles L. 227-13, L. 227-14, L. 227-16 et L. 227-17 du Code de commerce ainsi que toute décision ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un associé.

16.2.4. Autres décisions

Sauf indication contraire des statuts, toute autre décision relève de la compétence du président et, le cas échéant, du ou des directeurs généraux.

16.3. Modalités de consultation des associés

16.3.1. Dispositions applicables à tous les modes de consultation

Les décisions collectives des associés sont provoquées aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige à l'initiative, soit du président, soit d'un directeur général, soit d'un ou plusieurs associés détenant à minima dix pourcent (10%) du capital social.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et, sous réserve de l'existence éventuelle d'actions à droit de vote multiple, dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter, pour la prise des décisions collectives, par toute personne de son choix, associé ou non, laquelle doit justifier de son mandat en le communiquant au président.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant un ordre du jour, le texte des projets résolutions envisagées et tous documents et informations permettant à la collectivité des associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation.

Sauf cas exceptionnel ou urgence, cette information doit faire l'objet d'une communication intervenant cinq (5) jours calendaires au moins avant la date de la consultation.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2323-67 du Code du travail, en cas d'urgence, les représentants du personnel peuvent demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés. Ils peuvent également requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées.

S'il y a lieu, deux membres du comité d'entreprise, désignés par le comité et appartenant l'un à la catégorie des cadres techniciens et agents de maîtrise, l'autre à la catégorie des employés et ouvriers, ou les personnes mentionnées aux articles L. 2323-64 et L. 2323-65 du Code du travail peuvent assister aux assemblées générales. Ils sont entendus, à leur demande, lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des associés.

16.3.2. Assemblées Générales

La consultation des associés peut s'effectuer en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation, qui devra avoir été adressée à chacun des associés au plus tard huit (8) jours calendaires avant la tenue de l'assemblée, par tout moyen de communication écrite et, notamment, par voie de courrier électronique avec confirmation de lecture.

Lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale se réunit valablement sur convocation verbale sans délai et peut prendre toute décision sur toutes questions, indépendamment de tout ordre du jour.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence signée par les associés présents ou leur représentant et par le président de séance.

16.3.3. *Visioconférence – Vote électronique*

Les associés peuvent participer aux assemblées générales et délibérer par voie de visioconférence, sous réserve que les moyens utilisés satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion dont les délibérations sont retransmises de façon continue, ou voter par tous moyens de télécommunication et télétransmission, y compris Internet dans les conditions prévues par la réglementation applicable au moment de son utilisation.

Ceux des associés qui utilisent à cette fin, dans les délais exigés, le formulaire électronique de vote proposé sur le site Internet mis en place par le centralisateur de l'assemblée sont assimilés aux associés présents ou représentés.

La saisie et la signature du formulaire électronique peuvent être directement effectuées sur ce site par tout procédé arrêté par le président et répondant aux conditions définies à la première phrase du deuxième alinéa de l'article 1316-4 du Code civil (à savoir l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant le lieu de la signature avec le formulaire) pouvant notamment constituer un identifiant et un mot de passe.

La procuration ou le vote ainsi exprimés avant l'assemblée par ce moyen électronique, ainsi que l'accusé de réception qui en est donné, seront considérés comme des écrits non révocables et opposables à tous, étant précisé qu'en cas de cession de titres intervenant avant le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la Société invalidera ou modifiera en conséquence selon le cas, la procuration ou le vote exprimé avant cette date et cette heure.

16.3.4. *Consultation écrite*

Lorsqu'une décision collective est prise par consultation écrite, le texte des résolutions proposées accompagné du bulletin de vote est adressé par le président à chaque associé par lettre recommandée avec accusé de réception, télécopie ou courrier électronique.

Les associés disposent d'un délai de dix (10) jours calendaires suivant la réception de cette consultation pour compléter et adresser, par tout moyen de communication écrite y compris par voie de courrier électronique ou télécopie, au président le bulletin de vote, daté et signé, en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Tout associé n'ayant pas fait parvenir sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme ayant approuvé les résolutions proposées.

Pendant le délai de réponse, tout associé peut exiger du président toutes explications complémentaires.

Dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

16.3.5. *Acte sous seing privé*

Toute décision collective, quel que soit son objet (y compris toute décision collective relative à l'approbation des comptes annuels), peut résulter d'un acte sous seing privé signé par tous les associés, étant précisé qu'un associé peut se faire représenter pour la signature de tout acte sous seing privé par toute personne de son choix, associé ou non, laquelle doit justifier de son mandat en le communiquant au président.

16.4. Tenue des assemblées

16.4.1. Pouvoirs

Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité dès lors que ses actions sont libérées des versements exigibles et inscrites en compte à son nom.

Tout associé peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation.

16.4.2. Réunion des associés - Constitution du bureau

Les assemblées générales sont présidées par le président de la Société ou, en son absence, par un directeur général.

En cas de convocation par le ou les commissaires aux comptes, ou par un mandataire de justice, l'assemblée générale est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut l'assemblée élit elle-même son président.

16.4.3. Procès-verbaux

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, qui peut être tenu sous forme électronique, ou sur feuillets mobiles.

Ils sont signés par le président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations (en cas de réunion d'une assemblée, ces informations relatives à l'identité des associés et autres personnes présentes figurent uniquement sur la feuille de présence de l'assemblée), l'ordre du jour ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le président, un directeur général ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

En cas de visioconférence, le président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un procès-verbal des délibérations de la séance portant, le cas échéant, mention de la survenance éventuelle d'un incident technique relatif à une visioconférence lorsqu'il a perturbé le déroulement de la séance. Le président adresse aux associés, ou met à leur disposition, dans les meilleurs délais un exemplaire du procès-verbal par tout procédé de communication. Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés sont conservées au siège social.

COMPTES SOCIAUX / AFFECTATION DU RESULTAT

ARTICLE 17. EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 18. COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments de l'actif et du passif et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le président établit le rapport de gestion qui comporte les indications prévues à l'article L. 232-1 du Code de commerce.

Le président établit également, le cas échéant, (i) les comptes consolidés et le rapport de gestion du groupe, et (ii) les documents de gestion prévisionnelle, dans le respect des délais prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La collectivité des associés, délibérant par décision prise dans les conditions définies à l'article 16, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, conformément aux dispositions légales.

ARTICLE 19. AFFECTATION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social, il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice distribuable, la collectivité des associés peut décider l'affectation de toutes sommes qu'elle juge à propos au compte de report à nouveau ou à tous comptes de réserves générales ou spéciales.

En outre, la collectivité des associés peut, après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives : en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les modalités de mise en paiement des dividendes ou des acomptes sur dividendes sont fixées par la décision collective des associés ou l'associé unique. La mise en paiement des dividendes en espèces doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle, en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Les pertes, s'il en existe, sont affectées au compte de report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou ultérieurs, jusqu'à extinction.

ARTICLE 20. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent, par décision prise dans les conditions définies à l'article 16, nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes. Cette désignation devient obligatoire lorsque la Société remplit les conditions déterminées par le Code de commerce.

Lorsqu'un ou plusieurs commissaires aux comptes sont nommés, le contrôle de la Société est exercé dans les conditions fixées par la loi et les règlements.

Tout commissaire aux comptes (titulaire et, le cas échéant, suppléant) est nommé pour une durée de six (6) exercices. Ses fonctions expirent à l'issue de la décision collective des associés statuant sur les comptes du sixième exercice.

ARTICLE 21. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

Si la Société est dotée d'un commissaire aux comptes, le président de la Société doit l'aviser des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et lui-même, les autres dirigeants, les associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Le président de la Société doit informer le commissaire aux comptes dans le délai d'un (1) mois à compter de la conclusion de ces conventions. Le commissaire aux comptes présente aux associés, lors de l'approbation des comptes annuels, un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport, cette délibération étant mentionnée dans le registre des décisions.

Si la Société n'est pas dotée de commissaire aux comptes, le rapport visé au paragraphe qui précède est établi par le président de la Société.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement pour le président de la Société, d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Cependant ces conventions doivent être communiquées au Commissaire aux comptes si la Société en est dotée, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties.

CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL - DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

ARTICLE 22. CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 23. DISSOLUTION – LIQUIDATION

La dissolution met fin aux fonctions du président, des directeurs généraux et des autres organes sociaux, le cas échéant, le mandat des commissaires aux comptes peut être maintenu.

Les associés conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Si la Société ne comprend qu'un seul associé personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers. Cette transmission est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Si la Société comprend un seul associé personne physique ou au moins deux associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

La décision collective des associés qui prononce la dissolution règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de sa liquidation, jusqu'à clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention « société en liquidation » ainsi que du ou des noms des liquidateurs sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à clôture de la liquidation.

Le boni de liquidation après remboursement aux associés du montant nominal et non amorti de leurs actions est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social et dans le respect de leurs accords.

ARTICLE 24. CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les associés, le président ou le liquidateur, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du ressort du siège social de la Société.